

Vol 9, No3, Mai-Juin 2011

**L'ÉTOILE DU NORD
ÉDITION FRANÇAISE**

Northstar  **Compass**

Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique

Société des Carpatho-Russes Canadiens



***Parade victorieuse de l'Armée Rouge, à Moscou sur la Place Rouge,
le 24 juin 1945 ; ici on peut voir les étendards à terre des 607
divisions nazies vaincues***ÉDITORIAL

ÉDITORIAL



Peuple soviétique et des quatre éditions de Northstar Compass.

Nous avons estimé qu'il serait important que le camarade Michael Lucas débute le congrès par un bilan des activités, des publications, des conférences, des ralliements que nous avons suscité autour des objectifs et de la mission de notre organisation depuis le deuxième Congrès en octobre 2008, il y a donc trois années de cela, et jusqu'à aujourd'hui. C'est ainsi que nous éditeurs de la revue Northstar Compass francophone nous verrions l'amorce des travaux du congrès de septembre 2011 à Toronto.

Dans ce discours bilan il serait utile que le camarade Michael Lucas indique également ses attentes en ce qui a trait spécifiquement aux travaux du congrès. Qu'est-ce que les congressistes devraient accomplir au cours de ces journées de délibération qui se termineront très certainement par une plénière où seront adoptés une, deux, trois ou quelques résolutions importantes qui feront consensus espérons-nous et qui lieront tous les représentants des organisations fraternelles et tous les membres de Northstar Compass dans leur travail de propagande à propos de l'Union Soviétique que nous aimerions voir renaître, également notre travail d'études et d'analyse des événements politiques contemporains à la lumière de l'idéologie marxiste-léniniste, et enfin, notre travail de diffusion de la théorie marxiste-léniniste,

Chers lecteurs,
chères lectrices,
Le 29 mai dernier se sont réunis à Toronto plusieurs membres actifs afin de préparer la tenue, à Toronto, les 9,10,11 septembre 2011, du prochain Congrès

International pour l'Amitié et la Solidarité avec le

la science de la révolution prolétarienne du XXI^e siècle.

Pour nous il est très important que de telles propositions soient préparées et présentées à l'avance par les délégations qui participeront aux activités du Congrès, afin qu'elles soient discutées puis adoptées par l'assemblée plénière et ensuite diffusées via les moyens de communication dont dispose Northstar Compass.

Incidemment, nous travaillons très fort à améliorer l'édition francophone de la revue afin d'en faire un organe de réflexion, d'analyse politique marxiste-léniniste de haut niveau théorique. Depuis une année notre Comité éditorial s'est renforcée et nous poursuivons notre travail d'analyse et de diffusion de textes de réflexions politiques à la lumière du marxisme-léninisme.

Enfin, le Comité éditorial francophone de la revue Northstar Compass pense que le Congrès international de Toronto, devrait se terminer par un discours de clôture des travaux présenté par le camarade Michael Lucas où les différentes résolutions retenues seraient lues dans leur version définitive devant l'assemblée des congressistes réunies.

Ce discours bilan constituerait à notre avis une plate-forme d'engagement pour toutes les délégations et pour tous les congressistes ; il devrait indiquer les objectifs à atteindre d'ici le prochain congrès et devrait indiquer les balises qui permettront d'évaluer le chemin parcouru de ce congrès jusqu'au suivant.

Chaque délégation serait ainsi mieux équipée dans le futur pour dresser le bilan de ses réalisations en fonction des objectifs à atteindre.

Travaillons à la promotion et la valorisation du travail de notre organisation.

Dr Adélar Paquin

Pour le Comité éditorial de *L'ÉTOILE DU NORD*
Édition française de Northstar Compass.

Cette année, le 8 mai 2011, les «Amis canadiens de l'Union soviétique» et la revue «Northstar Compass» ont célébré le 66ème anniversaire de la

fin de la Deuxième Guerre mondiale et le Jour de la Victoire. Et il y a un an, le camarade Michael Lucas, éditeur de «Northstar Compass», publiait pour cette importante commémoration l'éditorial dont voici la traduction :

Michael Lucas, éditeur de «Northstar Compass»
www.northstarcompass.org

Mai 2010 -



En ce 65ème anniversaire de la fin de la Grande Guerre patriotique, des générations se souviennent que la Deuxième Guerre

mondiale a causé la mort de plus de 50 millions de personnes dans le monde, l'anéantissement d'innombrables villes et de villages, la destruction à grande échelle des industries, de l'agriculture et des moyens de subsistance, le basculement à jamais d'une multitude de gens dans une vie infernale. On peut se demander si les générations actuelles, surtout les plus récentes, ont tiré des leçons, si elles comprennent quels ont été les responsables de l'effroyable Deuxième Guerre mondiale.

Cette question n'a malheureusement pas été suffisamment approfondie dans la plupart des pays, sûrement pas autant qu'elle aurait dû l'être. Mais cette question est claire pour les peuples soviétiques, qui ont perdu environ 27 millions de personnes et ont connu des destructions tellement grandes qu'il a fallu toute une génération pour reconstruire le pays.

En regardant, dans ce numéro, les photos prises dans l'ex-URSS des célébrations du Premier mai et du Jour de la victoire (puisque'on dit qu'une image vaut mille mots!), vous pourrez voir les sourires rayonnant de bonheur et de détermination des personnes qui manifestent en faveur de la renaissance du socialisme et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Malgré les traîtres et les révisionnistes de l'intérieur de l'ancienne URSS et leurs supporteurs des secteurs financiers impérialistes de l'Ouest, l'esprit de lutte et le dévouement à la cause du socialisme se développent et se manifestent, de plus en plus, au cours des protestations de masse, des grèves, de lignes de piquetage et des manifestations. Les actuels gouvernements capitalistes de toutes les ex-républiques soviétiques ne seront jamais capables de résoudre les problèmes économiques actuels. Ce sont leurs maîtres impérialistes qui mènent le bal et imposent des politiques en faveur de l'OTAN, de l'Union européenne, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'impérialisme états-unien!

Même aujourd'hui, 65 années après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'antisocialisme, l'anticommunisme et particulièrement l'anti-stalinisme s'accroissent. Dans le monde entier, les médias impérialistes redoublent d'efforts pour intensifier cette propagande haineuse.

Les attaques rageuses contre Staline sont, évidemment, appuyées directement et indirectement par l'actuel régime russe. Ce dernier a essayé en vain d'interdire aux manifestants de brandir des photos de Staline et le drapeau rouge de l'Union soviétique aux défilés du Premier mai et du Jour de la Victoire : même Medvedev, président de la Russie, portait une cravate rouge le Jour de la Victoire. Pourtant le régime avait tout fait pour essayer de tromper le peuple.

Ce n'est pas un hasard si, depuis quelque temps, les chaînes de télévision diffusent un nombre toujours plus grand de films présentant Hitler sous un angle plus attrayant. Pourquoi en a-t-il

été ainsi au cours des trois dernières semaines, juste avant le 65ème anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale?

Pourquoi le duo Putin-Medvedev a-t-il invité les troupes de l'OTAN à l'occasion du 60ème anniversaire sur la Place rouge? Pourquoi une telle invitation a-t-elle été si spéciale au 65ème anniversaire? Quelles ententes ont-elles été établies? La Russie sera-t-elle acceptée dans l'OTAN ou dans la Communauté européenne? Pourquoi le président Obama n'a-t-il pas invité les soldats de l'Armée rouge à défiler à Washington le Jour de la Victoire?

Partout dans le monde des personnes se posent la question suivante : pourquoi l'actuel régime russe invite-t-il les troupes de l'OTAN à défiler sur la Place rouge le Jour de la Victoire? La réponse, il fallait s'y attendre, est que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient été des «Alliés au cours de la Deuxième Guerre mondiale».

Oui, ces pays avaient été des alliés, mais ces soi-disant 'alliés' avaient espéré qu'Hitler écrase l'Armée Rouge. Ils avaient, pour cela, fait traîner en longueur pendant deux années la création du Second Front. Ce n'est que lorsque l'Armée rouge soviétique avait commencé à avancer à toute allure vers l'Ouest, alors que l'Armée allemande (que les puissances occidentales avaient concentrée) battait en retraite en toute hâte, que les États-Unis, la France et l'Angleterre ont finalement ouvert le Second Front, pour ne pas subir la colère de leurs propres peuples.

Depuis la Révolution d'Octobre, en 1917, les politiques de l'impérialisme ont toujours été opposées au socialisme. Il est toujours utile de rappeler ce que Winston Churchill a déclaré après la victoire de la Grande Révolution d'Octobre et après l'invasion du jeune Pays des Soviets par les puissances européennes et par le Japon en 1918 :

«Noyons ce bébé dans son berceau!»

C'est grâce à Lénine et au Parti bolchevik russe que la contre-révolution et la Guerre civile ont été défaites, et que les armées des 14 puissances qui avaient envahi le pays ont dû fuir.

Et c'est grâce à Staline que les envahisseurs nazis allemands ont été défaits et que toute l'humanité a été sauvée du fléau du fascisme. Le généralissime Staline et les peuples soviétiques ont sauvé l'humanité. C'est pour cela que les éléments réactionnaires impérialistes et que les traîtres de l'intérieur de l'ex-URSS ne peuvent cesser de haïr le grand leader soviétique qu'était Joseph V. Staline.

Puis ce fut le début de la Guerre froide, des invasions impérialistes de plusieurs pays, des renversements de gouvernement élus constitutionnellement, des assassinats, des violations, des blocus économiques et de tous les maux dus à l'impérialisme prédateur.

En raison du démembrement temporaire de l'URSS par les révisionnistes et par les traîtres internes, un grand nombre de personnes, en URSS et à l'étranger, ont cru aux mensonges des médias multinationaux et des révisionnistes internes, lorsque ces derniers affirmaient que les anciens pays socialistes allaient enfin connaître «le paradis sur terre». Aujourd'hui, les peuples savent que leurs dirigeants actuels se sont enrichis, que ces derniers sont en train de voler les fruits produits pendant la période du socialisme, que le futur de ces traîtres de leurs propres peuples est sombre et qu'ils recevront le châtement qu'ils méritent de leurs propres peuples en colère.

**RETOURNONS AU FUTUR
RETOURNONS À L'URSS!**

Traduction Antonio Arturo

Quand la tornade de l'éolien chinois balaie les prétentions "écologistes" des pays impérialistes en déclin

Vincent Gouysse

Comme nous l'avions anticipé, il n'aura pas fallu attendre longtemps pour voir les ambitions éoliennes des pays impérialistes en déclin s'effondrer. En 2010, et pour la première fois depuis 1996, les nouvelles capacités installées dans le monde ont reculé par rapport à l'année précédente, passant de 38,8 à 37,6 GW, soit une baisse de 3,1 %. Une baisse moyenne en apparence limitée qui ne reflète cependant pas la baisse enregistrée par les pays impérialistes en déclin.

(Source des chiffres bruts : GWEC, Global Wind Report, Annual Market update 2010)

Rappelons d'abord qu'en 2009, la Chine et les USA avaient ajouté respectivement 13,8 GW et 10,0 GW de capacité installée à leur parc éolien. (GWEC, China wind power outlook 2010, p. 19) En 2010, le marché éolien chinois a continué d'enregistrer une croissance rapide, avec 18,9 GW de nouvelles capacités installées, alors que celles des USA se sont effondrées de près de moitié à 5,6 GW. Alors qu'en 2009 la Chine représentait 35,8 % des nouvelles capacités installées, elle en a représenté 50,3 % en 2010, plus de la moitié ! Chine exclue, les nouvelles capacités installées dans le monde sont passées de 24,5 GW en 2009 à 18,7 GW en 2010, soit un effondrement de 23,7 %. (WWEA, Rapport mondial 2010 sur l'énergie éolienne, p. 6) A la fin de l'année 2010, la Chine avait ainsi conquis le 1er rang mondial avec un total de 44,7 GW de turbines éoliennes installées (représentant 22,7 % du parc éolien mondial), contre 40,2 GW pour les USA, 27,2 GW pour l'Allemagne, 20,7 GW pour l'Espagne et 13,1 GW pour l'Inde. (GWEC, Global

Wind Report, Annual Market update 2010, pp. 10-11)

Alors que les principaux constructeurs chinois de turbines produisent déjà des turbines de grande capacité - avec par exemple 3,6 MW pour Shanghai Electric, 3,0 MW pour Sinovel, Mingyang et Guodian, 2,5 MW pour Goldwind et 2 MW pour AVIC Huide -, ils développent aujourd'hui des turbines de très grande capacité. Chez Xemc Windpower, un modèle de turbine éolienne d'un diamètre de 126 mètres et d'une puissance de 5 MW est déjà entré en production. (Source des données des modèles constructeurs :

<http://www.thewindpower.net>) De même Sinovel, prévoit pour cette année la sortie d'un générateur de 6 MW. (Les entreprises étrangères convoitent le marché chinois de l'énergie éolienne, Le Quotidien du Peuple en ligne, 24/11/2010) Ce générateur dont le prototype a été achevé au printemps pourra être utilisé aussi bien pour les parcs terrestres que maritimes. Il mesure 128 mètres de diamètre et fait de la Chine le second pays du monde (après l'Allemagne) à être capable de fabriquer des générateurs de cette capacité, la plus grande du monde. (La Chine construit la plus grande éolienne du monde, Xinhua, 30/05/2011)

Il est ainsi indéniable, comme le remarque le GWEC, que « la Chine a réalisé avec succès » son entrée dans le secteur des turbines éoliennes de plusieurs MW. (GWEC, China wind power outlook 2010, p. 33) Bref, pour les constructeurs étrangers, la météo s'est très vite dégradée sur le marché éolien chinois, en dépit de son expansion fulgurante.

En 2009, les trois premiers constructeurs chinois de turbines - à savoir Sinovel, Goldwind et Dongfang - occupaient déjà respectivement les 3ème, 5ème et 7ème places du top dix des constructeurs mondiaux de turbines avec une capacité installée cumulée de 8,7 GW représentant 63,1 % du marché chinois des nouvelles turbines installées ou 23,5 % des nouvelles capacités installées dans le monde. (GWEC, China wind power outlook 2010, p. 21)

Toujours en 2009, les gros constructeurs chinois (tels Sinovel, Goldwind, Dongfang, United Power, Mingyang) trustaient les cinq premières places du top 10 des constructeurs approvisionnant le marché chinois avec une production cumulée de 9,8 GW, soit l'équivalent de 70,8 % du marché chinois des nouvelles capacités installées, très loin devant les gros constructeurs étrangers (Vestas, GE, Suzlon et Gamesa) dont la production cumulée de 1,5 GW ne représentait que 10,9 % du marché local. (GWEC, China wind power outlook 2010, p. 50)

Comme nous l'avons déjà souligné, les constructeurs étrangers ont vu leur part de marché s'effondrer littéralement au cours des dernières années au profit des constructeurs chinois. Alors qu'en 2004, les constructeurs étrangers s'accaparaient 75 % des nouvelles capacités installées en Chine, cette proportion était tombée à 42 % en 2007 et à 13 % en 2009. Dans le même temps, la part de marché des constructeurs chinois a évolué mécaniquement dans des proportions inverses, passant de 25 % de parts de marché en 2004 à... 87 % en 2009 ! (GWEC, China wind power outlook 2010, p. 52) En 2010, Sinovel avait conquis une « position majeure », avec une part de marché mondiale de 12 %. (WWEA, Rapport mondial 2010 sur l'énergie éolienne, p. 14)

Durant la période 2009-2010, le chiffre d'affaires du secteur éolien mondial est passé

de 70 à 50 milliards de \$ US, une importante baisse due pour une faible part au recul modéré du volume des nouvelles installations et pour l'essentiel « aux prix décroissant des machines et à un déplacement du marché vers la Chine ». (WWEA, Rapport mondial 2010 sur l'énergie éolienne, p. 6)

Si en 2009 les constructeurs chinois ont commencé à exporter leurs turbines, ces exportations totalisant à peine 30 MW restent encore marginales au regard de la production nationale. (GWEC, China wind power outlook 2010, p. 51)

Selon le GWEC, la capacité installée du parc éolien chinois atteindra certainement 120 à 130 GW en 2015 et 220 à 250 GW en 2020. En 2020, les fermes éoliennes chinoises pourraient ainsi atteindre une capacité de production annuelle de l'ordre de 540 à 620 TWh. (GWEC, China wind power outlook 2010, p. 98) Ces prévisions ne semblent pas farfelues au vu des capacités de production chinoises et du rythme de développement de son industrie éolienne. Il suffirait pour atteindre la cible la plus haute - 250 GW en 2020 - que les nouvelles capacités installées augmentent annuellement en moyenne de 21 GW. Or rappelons-le, en 2009 et 2010 elles ont augmenté respectivement de 13,8 et 18,9 GW.

Il est évident qu'aucun pays impérialiste en déclin de sera en mesure de suivre ce rythme d'expansion effréné. Pour Li Junfeng, secrétaire général de l'Association chinoise des Industries des Energies Renouvelables, « l'industrie chinoise de l'énergie éolienne » a « le potentiel pour dominer le marché mondial ». (La Chine détrône les Etats-Unis comme plus grand installateur d'énergie éolienne du monde, Le Quotidien du Peuple en ligne, 14/01/2011)

Staline

Entrevue avec le professeur Grover FURR par Carl MILLER
Traduction Alexandre MOUMBARIS]
Editions Democrite

J'ai eu récemment l'opportunité d'avoir une entrevue avec le professeur Grover Furr. David Horowitz, dans son nouveau livre, l'avait attaqué parce qu'il avait défendu Staline. J'ai cru bon donc d'avoir le point de vue du professeur Furr.

Je ne suis pas totalement d'accord avec ce qu'il dit, mais en même temps je lui suis très reconnaissant de m'avoir accordé cette entrevue. Des gens comme lui, tout au moins pour ce qui me concerne, peuvent être utiles pour mettre les choses au point concernant l'Union soviétique.

Question: Ce que vous faites, soutenir Joseph Staline, il n'y en a pas beaucoup qui le font même parmi les gauches dans le monde. Pourquoi croyez-vous que ce soit si important?

Réponse: Avant de commencer, je voudrais vous remercier de m'avoir demandé de répondre à ces questions. Ce sont des questions importantes. Elles devraient être le souci de tous ceux dégoûtés par le capitalisme qui veulent étudier l'expérience de ceux qui ont lutté pour un monde libre d'exploitation.

Je ne «soutiens pas Staline» en tant que tel. J'essaie de soutenir la vérité.

Dans le Manifeste communiste, Marx et Engels avaient dit que le prolétariat «n'avait rien à perdre que ses chaînes». J'entends par là que nous ne pouvons pas permettre à nos préjugés, préférences personnelles ou penchants, etc. d'entraver notre quête de la vérité.

Nous ne pouvons pas espérer surmonter le capitalisme sans nous baser sur la réalité objective - chose que le capitalisme est incapable de faire, car il exposerait sa terrible exploitation

et brutalité. Par conséquent j'essaie d'être objectif et étudier l'histoire de l'URSS à la lumière des meilleures preuves disponibles.

Q: La perception courante de Joseph Staline est qu'il était un assassin de masse paranoïaque, assoiffé de pouvoir. Ceux qui s'y opposent Staline remarqueront que les purges et la «grande peur» le prouvent. Quelle est votre attitude par rapport à cette période?

R. Si les preuves à propos de Staline étayaient cette opinion, je l'aurai acceptée. Mais ce n'est pas du tout le cas, au contraire. Cette opinion sur Staline provient de deux sources, et ni l'une ni l'autre méritent confiance:

Trotsky et Khrouchtchev, le dernier ayant de loin le plus d'influence. Tous les deux ont menti à un degré à peine imaginable! Des documents provenant des archives soviétiques, publiés depuis la fin de l'URSS (ou, en fait, un peu avant) nous permettent maintenant d'en être certains, toutefois beaucoup le suspectaient depuis bien longtemps.

En Russie depuis le renversement de l'URSS, il y a eu une immense résurgence d'intérêt concernant Staline. Pour la première fois des études objectives ont commencé à paraître. Les preuves montrent que Staline était un homme véritablement remarquable - chose qu'un grand nombre de ses contemporains reconnaissent aussi.

L'image de Staline faite par Trotsky-Khrouchtchev et popularisée lors de la guerre froide, n'est autre est une fabrication complète, mais reste toujours l'opinion dominante, pour ne pas dire exigée, de l'histoire soviétique,

Elle ne peut être maintenue que par un travail parfaitement malhonnête qui ne mérite pas d'être qualifié de scientifique.

En ce moment je termine une longue étude de l'infâme «rapport secret» de Khrouchtchev au XXe Congrès du Parti le 25 février 1956. Dans son allocution il a fait beaucoup de déclarations accusant Staline de crimes terribles. Ce discours a brisé le mouvement communiste et, évidemment, réjouit les anticommunistes et les trotskistes.

Au cours des deux dernières années de recherche j'ai découvert un fait choquant, chaque «révélation» faite par Khrouchtchev à propos de Staline et de Lavrentii Beria était mensongère! Jusqu'à présent je n'ai pas trouvé une seule occurrence où il disait la vérité.

Récemment j'ai écrit un peu à ce propos dans un article intitulé «Une lecture (non)critique et le discours de l'anticommunisme» que les éditeurs de The Red Critique (la critique rouge) m'ont fait la générosité de publier malgré le fait que leur journal est essentiellement théorique, et mon article principalement historique. On le trouvera sur internet à: <http://www.redcritique.org/WinterSpring2006/uncriticalreadingandthediscourseofanticommunism.htm>

Mon étude détaillée des mensonges de Khrouchtchev dans le «rapport secret» devrait être publié avant la fin de 2006.

Q: *Une autre des attaques contre Staline consiste à dire qu'il a provoqué une famine en Ukraine qui a causé des millions de morts. Est-ce que cela, de quelque façon que ce soit, reflète la réalité de cette période?*

R. Cela est totalement faux. Cette histoire, en fait, provient à l'origine des Nazis qui l'ont répandue au milieu des années 30'. Aux États-Unis elle a été reprise par les journaux, extrêmement anticommunistes, de Hearst.

Feu Doug Tottle a bien démontré ces faits dans son livre "Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard" (Fraude, Famine et Fascisme. Le mythe du génocide ukrainien de Hitler à Harvard) (Toronto: Progress Books, 1987). Tottle était membre du Parti communiste canadien. Quelques-unes de ses affirmations sont défensives, mais il a quand même fait son travail sur la nature frauduleuse de ce mythe.

Après la Seconde Guerre mondiale le mythe de la «famine provoquée en Ukraine» est devenu le credo des groupes pro-nazis nationalistes ukrainiens.

Beaucoup de leurs dirigeants ont été installés aux États-Unis et financés par la CIA pour continuer leur propagande anti-soviétique. Jusqu'au début des années 60 ces groupes fascistes nationalistes ukrainiens avaient aussi des cellules terroristes à l'intérieur de l'URSS. Aujourd'hui ce mythe fait partie intégrante de l'idéologie nationaliste de l'État ukrainien. Les capitalistes réactionnaires et anciens membres du PCUS qui dirigent l'Ukraine sont obligés de construire une histoire qui légitime le nationalisme ukrainien. Ce mythe de la «famine causée par l'homme» fait partie du projet de formation historique de l'Ukraine. Étant donné que le nationalisme ukrainien a été fasciste dès sa création, sa seule manière de se «légitimer» est d'être férocement anticommuniste. Il y a quelques très bons livres écrits par des anticommunistes de la guerre froide - néanmoins des bons historiens - qui démontrent combien a toujours été fasciste le nationalisme ukrainien. Je recommande:

o John A. Armstrong. «Ukrainian Nationalism» (Le nationalisme ukrainien): NY: Columbia University Press, 1963.

o Alexander Motyl. «The turn to the right: the ideological origins and development of Ukrainian nationalism, 1919-1929» (Le tournant vers la droite: Les origines idéologiques et le développement du

nationalisme ukrainien, 1919-1929). NY: Columbia U.P. 1980.

o Une excellente recherche par le Prof. Mark Tauger, de l'University of West Virginia, et d'autres, qui explose totalement le mythe nazi de la «famine causée par l'homme». Ses travaux sont disponibles sur son site web, <http://www.as.wvu.edu/history/Faculty/Tauger/>

En plus je recommande l'article suivant écrit par deux démographes professionnels:

o Barbara Anderson and Brian Silver, «Demographic Analysis and Population Catastrophes in the USSR» (Analyse démographique et catastrophes de population en URSS) *Slavic Review* 44, 3 (Autumn, 1985), pp. 517-536. Disponible à JSTOR.

Robert Conquest, le plus fameux des «érudits» charlatans anti-soviétiques du dernier demi-siècle, avait été payé \$80.000 par des groupes nationalistes ukrainiens pour écrire *Une Récolte de Désespoir* («A Harvest of Despair»), le principal livre en anglais qui véhicule cette notion. Il s'est appuyé lourdement sur la propagande nazie et ses soi-disant «preuves».

Il y a quelques bonnes critiques de son livre, et de cette question. Ce sont: Jeff Coplon, «In Search of a Soviet Holocaust» (À la recherche de l'holocauste soviétique), *Village Voice* jan. 12, 1988. Sur <http://chss.montclair.edu/english/furr/vv.html>

o Jeff Coplon, «Rewriting History: How Ukrainian Nationalists Imposed Their Doctored History on our High-School Students» (*En réécrivant l'histoire: Comment les nationalistes ukrainiens ont imposé leur histoire trafiquée à nos étudiants du secondaire*). *Capital Region Magazine* (Albany, NY), mars 1988. <http://chss.montclair.edu/english/furr/essays/coplonrewriting88.pdf>

o «*The Hoax of the Man-Made Ukraine Famine of 1932-33*» (Le canular de la Famine

ukrainienne provoqué par l'homme de 1932-33). Une série de six articles publiés à l'origine par *Challenge-Desafio*, le journal du Parti progressiste du Travail, commençant le 25 février 1987. Sur http://www.plp.org/cd_sup/ukfam1.html and following.

Je recommande aussi la revue de Arch Getty sur le travail de Conquest de la «*London Review of Books*», janvier 22, 1987, pp. 7-8. Je n'ai pas la permission de le mettre sur internet, mais je serais heureux de l'envoyer sous forme PDF à qui me le demanderait.

Le livre de Doug Tottle analyse aussi bien le travail de Conquest que le film nationaliste ukrainien frauduleux «*Harvest of Despair*» (La récolte du désespoir). Il mérite bien d'être lu. Comme il est épuisé depuis longtemps je suis prêt à fournir une copie en PDF à qui me le demanderait.

Q: *David Horowitz, l'intellectuel de droite, vous a récemment mentionné dans son livre «The Professors» (Les Professeurs). Qu'est que cela signifie pour vous? Que pensez-vous de la situation ici aux États-Unis?*

R: Ce n'est pas une surprise, Horowitz est un apologiste de l'exploitation, comme tous les conservateurs - et, bien entendu, les libéraux aussi. Ce qui est considéré comme «conservatisme» est simplement le soutien idéologique d'une variante plus ouverte, autoritaire et violente de l'exploitation capitaliste. Chaque position idéologique que les «conservateurs» préconisent - et Horowitz parmi eux - est une justification rude de l'autoritarisme, de la main d'œuvre à bon marché, de la réduction des salaires et des services sociaux, du renforcement du pouvoir des employeurs et de la réduction du pouvoir des employés réduits à l'impuissance.

Il y a quelque temps j'ai écrit deux courts essais qui expliquent brièvement comment cela fonctionne. On les trouve sur: <http://chss.montclair.edu/english/furr/conser>

[vatives1.html](#) et
<http://chss.montclair.edu/english/furr/conser>
[vatives2.html](#)

Avec toutes ses faiblesses le mouvement communiste a été durant le XXe siècle, de loin, la force principale pour la libération humaine et la prise de pouvoir par les travailleurs. Le mouvement communiste était le seul point d'espoir dans ce siècle d'horreurs capitalistes.

Par conséquent il est axiomatique que tous les défenseurs de l'exploitation capitaliste et des diverses idéologies qui la soutiennent, soient fortement anticommunistes, et qu'ils n'hésitent pas à mentir concernant l'histoire du mouvement communiste - comme, en fait, ils mentent à propos de tout le reste.

Horowitz ne fait que défendre ce que lui demandent ses sponsors de droite - qui essaient de dévier l'attention de l'énorme diminution du financement de l'éducation supérieure aux États-Unis avec la prétention absurde que la «gauche» aurait conquis les campus!

Q: *Quelle est votre opinion sur Trotski, sur son criticisme de Staline et l'attitude générale des trotskistes en général envers l'Union soviétique?*

A: Trotski était un homme très intelligent, mais en même temps très limité. Ces idées combinaient les positions bolcheviques et mencheviques. Il se situait au pôle droit - déterministe économique - du Parti bolchevique.

Ceci en soi, n'aurait pas suffi à son expulsion. Après tout, le débat parmi les teneurs des diverses positions était sain et fort dans les années 1920. Mais Trotski était malhonnête. Comme ses idées étaient constamment battues aux Congrès et aux conférences du Parti bolchevique dans les années 20, il n'a pas cessé de former des factions pour arriver à ses fins par d'autres moyens. Après son exil de l'URSS en 1929, il a passé sa vie à comploter pour revenir au pouvoir.

Des documents figurant dans les archives ex-soviétiques fournissent des preuves fiables quant aux accusations portées contre Trotski dans les trois procès de Moscou de 1936-38 et montrent qu'elles étaient justifiées. Les adeptes de Trotski avaient clairement formé un «bloc» avec les droitiers pour renverser le gouvernement soviétique et assassiner Staline et d'autres.

Il y a des preuves indiscutables quant aux relations entre Trotski et les dirigeants militaires allemands et japonais, comme le stipulaient les accusations. Par «preuves», je n'entends pas les témoignages au procès - que je crois véridiques et précis - mais des preuves supplémentaires provenant des archives ex-soviétiques. Ces preuves confirment les accusations fondamentales de conspiration contre les accusés et Trotski, ce dernier étant absent.

Trotski était extrêmement arrogant et dictatorial. Il écoutait rarement les critiques même de ses adeptes les plus proches. Il avait créé un «culte» autour de lui-même, qui caractérisait le mouvement trotskiste de son vivant, et continue à le caractériser encore.

Il y a un assez bon article concernant Trotski dans le journal du Parti progressiste du travail, Communist, de printemps 2004, à <http://www.plp.org/communist/communistspg04.pdf>

Q: *Considérez vous l'Union soviétique post-stalinienne comme révisionniste, social-impérialiste, socialiste, social-fasciste, ou quelque chose de similaire, et dans ce cas pourquoi? Sinon, le capitalisme a-t-il été restauré en Union soviétique avant la Perestroïka?*

R: Tous les États post-soviétiques ont des régimes capitalistes, d'une espèce particulièrement prédatrice. Depuis la fin de l'URSS les nouveaux dirigeants se sont assurés que le niveau de vie des ouvriers et des employés en général - la vaste majorité de la population - baisse de manière catastrophique.

Cela était évidemment la motivation principale de Gorbatchev, d'Eltsine et des dirigeants du PCUS qui ont privatisé le patrimoine produit par le peuple soviétique de façon à augmenter de manière drastique le taux d'exploitation de la main-d'œuvre et fournir ainsi d'immenses richesses à une poignée de capitalistes.

Ce processus avait déjà commencé sous la vieille URSS. L'introduction flagrante du capitalisme et de la privatisation était un pas qualitatif dans un processus en **rapide accélération**.

Q: Quels écrits, recommanderiez-vous à ceux qui veulent connaître la vérité concernant ce qui se passait lors de l'époque de Staline?

R: La vérité continue d'émerger. Il y a un grand nombre de travaux de qualité en russe, mais seulement très peu en anglais. Pour une liste de ce que j'ai trouvé à ce jour, voir la bibliographie et les notes de mon article en deux parties «Stalin and the Struggle for Democratic Reform» (Staline et la lutte pour la réforme démocratique) sur le journal internet Cultural Logic in 2005: <http://eserver.org/clogic/2005/furr.html> et <http://eserver.org/clogic/2005/furr2.html> Vous pouvez trouver des liens à mes propres études sur mon site <http://chss.montclair.edu/english/furr/>

Q: Quel est le groupe politique aux États-Unis que vous considérez avoir la ligne la plus correcte à propos de Staline?

A: Le Parti progressiste du travail - <http://www.plp.org/> Bien qu'elle soit un peu vieillie, ils ont une bonne série d'écrits - en quatre parties: «Review of PBS Series: Stalin (May - June 1990).» Elle commence à http://www.plp.org/cd_sup/pbsstal1.html.

Q Que pensez-vous du projet «Set the Record Straight» (Mettre les pendules à l'heure)?

A: Je voudrais répondre en disant quelque chose à propos du «culte de la personnalité».

L'histoire des révolutions bolchevique et chinoise est un grand livre pour tous ceux qui veulent se battre pour un monde communiste égalitaire. Mais il dépend de nous d'en apprendre les leçons. Précisément, nous devons reconnaître les erreurs qu'ils ont commises - des erreurs qui ont eu pour conséquence les défaites, de l'intérieur, de ces révolutions. Parmi ces erreurs il y avait le «culte» de dirigeants particuliers. La leçon du mouvement communiste est sans équivoque. Les cultes des «grands dirigeants» sont fatalement incorrects. Il ne peut y avoir de progrès tant qu'ils ne sont pas rejetés de manière décisive.

Une des choses qui me font respecter le Parti progressiste du travail est qu'ils ont fait cela. Ils ont studieusement évité de bâtir un «culte» autour de leur dirigeant. Ni le président du Parti, ni les autres membres dirigeants ne sont jamais nommés dans leur littérature. Ils n'ont pas de «porte-parole». Chaque membre du Parti doit apprendre à représenter l'organisation.

Staline s'était toujours opposé aux louanges et à l'adulation exagérées [souligné par nous - NdLR - BIP] qui allaient éventuellement empoisonner chaque aspect de la politique et de la culture soviétique. Il a souligné à de nombreuses reprises que c'était une notion «social-révolutionnaire» et non pas marxiste et qu'elle devait être rejetée.

S'il avait été un «dictateur tout puissant», comme les anticommunistes le prétendent faussement, il s'en serait débarrassé. Bien entendu, il n'a jamais été un «dictateur tout puissant», et il n'était pas en mesure de se défaire de ce «culte» dégoûtant.

Ce «culte» a causé un énorme mal. Il a permis aux carriéristes, aux saboteurs et aux conspirateurs de rester cachés. Khrouchtchev avait malhonnêtement dénoncé le «culte» dans son «rapport secret» de 1956, mais tout ce qu'il a dit à ce sujet était faux.

Et puis ce n'était pas à Khrouchtchev de donner des leçons sur le «culte». Quand il a été démis

de ses fonctions en octobre 1964, il l'avait été en raison de son propre «culte» par les membres du Comité central qui l'a destitué.

Les communistes chinois ont tiré la conclusion opposée. Ils ont délibérément bâti un «culte» autour de Mao qui avait de loin dépassé celui de Staline. Il a contribué énormément au renversement du pouvoir des travailleurs en Chine. Sous le couvert de la «loyauté au président Mao» les droitiers et les anticommunistes ont embrouillé et subverti les forces de gauche, et mis la main sur le PCCh avant la mort de Mao. Quand Mao mourut, il leur a fallu peu de temps pour s'accaparer du pouvoir et liquider tous les acquis de l'héroïque révolution chinoise.

La différence était celle-ci: Staline s'opposait à ce «culte». Nous pouvons le voir aujourd'hui, il aurait dû le faire avec plus de férocité, mais Mao encourageait délibérément le «culte» autour de lui.

Mao et le PCCh avaient âprement, et correctement critiqué la direction khrouchtchevienne de l'Union soviétique. Mais dans son cas, Mao avait choisi délibérément d'imiter un des pires aspects du socialisme soviétique, celui qui avait aidé Khrouchtchev à arriver au pouvoir et saboter la lutte pour le communisme.

Mao dans beaucoup de sens était un grand penseur et un grand dirigeant révolutionnaire - un des plus grands! Mais dans le cas du «culte de Mao» il n'a pas respecté les principes.

Il a fourni la déclaration suivante en guise d'introduction

L'auteur a fourni la déclaration suivante pour son introduction: «Je ne possède aucun titre formel qui me qualifierait pour la recherche sur l'histoire de l'Union soviétique à l'époque de Staline. Je ne saurais imaginer quels seraient ses titres!

Comme étudiant universitaire de 1965-1969, je m'étais opposé à la guerre des É-U contre le Vietnam. À un moment quelqu'un m'a dit que le Parti communiste vietnamien devait être mauvais parce qu'ils étaient des «staliniens», et que Staline avait tué des millions de gens innocents.

J'ai lu la première édition du livre de Robert Conquest, *La Grande Terreur* quand il avait été publié autour de 1974. J'étais ébranlé! Mais comme je lisais le russe, j'étudiais la littérature russe depuis longtemps. Par conséquent en étudiant attentivement le livre de Conquest, j'ai découvert qu'il était malhonnête dans l'usage de ses sources. Ses notes de pied de page ne soutenaient pas ses conclusions anti-staliniennes! À la base, il a utilisé n'importe quelle source hostile à Staline, digne de foi ou non.

J'ai, finalement, décidé d'écrire quelque chose à propos de la «Terreur». Cela m'a pris beaucoup de temps, et en 1988 j'ai publié «Une nouvelle lumière sur des vieilles histoires concernant le maréchal Toukhatchevski: Quelques documents réexaminés» (*New Light On Old Stories About Marshal Tukhachevskii: Some Documents Reconsidered*)
<http://chss.montclair.edu/english/furr/tukh.html>

Dans les années 80' et 90' j'ai étudié les recherches faites par la nouvelle école d'historiens sur l'Union soviétique qui comprenait Arch Getty, Robert Thurston, Roberta Manning, Sheila Fitzpatrick, Jerry Hough, Lewis Siegelbaum, Lynne Viola, et d'autres. À l'époque on les nommaient souvent «jeunes Turcs» ou «révisionnistes».

En étudiant attentivement les documents disponibles et - très important - en essayant durement d'être objectifs, ils montraient déjà que toute «l'histoire» qui venait de Trotski, de Khrouchtchev et plus tard de Gorbatchev et d'Eltsine était fatalement compromise par la

partialité politique. Ils ont démontré qu'il ne s'agissait pas d'histoire mais de propagande anticommuniste.

En 1999, un chercheur basé à Moscou. Vladimir Bobrov m'a contacté. Il m'a parlé de la publication de documents provenant des anciennes archives soviétiques, m'en a envoyé certains et m'a dirigé vers d'autres. Ces documents fournissaient les preuves qui exigeaient que l'histoire soviétique soit réécrite, y compris celle sur le rôle de Staline.

Depuis lors j'essaye de faire quelques petites contributions pour découvrir la vraie histoire de la période Staline. Cela me fait plaisir que vous pensiez que c'est un projet important

Je vous souhaite bonne réussite!

[<http://mlmist.blogspot.com>]

[//mlmist.blogspot.com](http://mlmist.blogspot.com)]

« La fin du dollar » selon Myret Zaki

«
Un



krach du billet vert se prépare. Il est inévitable. Le principal risque planétaire actuel, c'est une crise de la dette souveraine américaine. La plus grande économie du monde n'est plus qu'une vaste illusion. Pour produire 14.000 milliards de revenu national (PIB), les Etats-Unis ont généré plus de 50.000 milliards de dette totale, qui leur coûte 4.000 milliards d'intérêts par an. » Le dollar est devenu la plus grande bulle spéculative de l'histoire et va s'effondrer prochainement. Quant aux attaques à l'encontre de l'euro, elles ne sont qu'un écran de fumée

pour masquer la faillite de l'économie américaine, soutient Myret Zaki dans son dernier livre "La fin du dollar". Myret Zaki, auteur du "La fin du dollar" *Le ton est donné. Tout au long des 223 pages de son nouveau livre, la journaliste Myret Zaki se lance dans un réquisitoire impitoyable à l'encontre du dollar et de l'économie américaine, qu'elle juge "techniquement en faillite". Le dollar est encore aujourd'hui entouré d'un mythe solide, que la journaliste genevoise Myret Zaki démonte pas à pas.

Devenue en quelques années l'un des écrivains économiques les plus réputés de Suisse - elle s'était déjà penchée dans ses précédents ouvrages sur la débâcle américaine d'UBS et la guerre commerciale sur le marché de l'évasion fiscale - Myret Zaki soutient la thèse d'une attaque contre l'euro pour faire diversion sur la gravité du cas américain. Interview.

Vous affirmez que le krach de la dette américaine et la fin du dollar comme monnaie de réserve internationale sera l'événement majeur du XXIème siècle. Ne versez-vous pas dans un certain catastrophisme ?

En annonçant un événement d'une telle ampleur alors que les signes d'une crise violente ne sont pas encore tangibles, je conçois que cela puisse paraître catastrophiste. Pourtant, je ne me base que sur des critères extrêmement rationnels et factuels. De plus en plus d'auteurs américains estiment que la dérive de la politique monétaire américaine mènera inévitablement à un tel scénario. Il est tout simplement impossible que cela se passe autrement.

Pourtant, ce constat n'est de loin pas partagé par une majorité d'économistes. Pourquoi ?

C'est vrai. Il existe une sorte de conspiration du silence, car énormément d'intérêts sont liés au dollar. La gigantesque industrie de l'asset management (investissement) et des hedge funds (fonds spéculatifs) repose sur le dollar. A cela s'ajoutent des intérêts politiques évidents. Si le dollar ne maintient pas son statut de monnaie de réserve internationale, les agences de notation pourraient rapidement ôter à la dette américaine sa notation maximale. A partir de là s'engagera un cercle vicieux qui va révéler la réalité de l'économie américaine. Il s'agit de maintenir les apparences à tout prix, même si le vernis ne correspond plus du tout à la réalité.

Ce n'est pas la première fois qu'on annonce la fin du dollar. En quoi les choses sont-elles différentes en 2011 ?

La fin du dollar est effectivement annoncée depuis les années '70. Mais jamais autant de facteurs n'ont été réunis pour augurer du pire. Le montant de la dette américaine a atteint un record absolu, le dollar est à son plus bas niveau historique face au franc suisse et les émissions de nouvelles dettes américaines sont principalement achetées par la banque centrale américaine elle-même.

A cela s'ajoutent des critiques sans précédent des autres banques centrales, créant un front hostile à la politique monétaire américaine. Le

Japon, qui est créancier des États-Unis à hauteur de 1000 milliards de dollars, pourrait réclamer une partie de ces liquidités pour sa reconstruction. Et le régime des pétrodollars n'est plus garanti par l'Arabie saoudite.

Plus que la fin du dollar, vous annoncez donc la chute de la superpuissance économique américaine. Mais les États-Unis ne sont-ils pas trop grands pour faire faillite ?

Tout le monde a intérêt à ce que les États-Unis se maintiennent et le déni va se poursuivre encore un moment. Mais pas indéfiniment. Personne ne pourra sauver les Américains en dernier ressort. Ce sont eux qui vont porter le coût de leur faillite. Une très longue période d'austérité s'annonce. Elle a d'ailleurs déjà commencé. Quarante-cinq millions d'Américains ont perdu leur logement, 20% de la population est sorti du circuit économique et ne consomme plus et un tiers d'États américains sont en quasi faillite. Plus personne n'investit de fonds propres dans ce pays. Tout repose uniquement sur la dette.

Vous affirmez que l'affaiblissement de la zone euro ne représente rien de moins qu'une question de sécurité nationale pour les États-Unis. N'est-on pas entré dans une sorte de paranoïa anti-américaine ?

Nous aimons tous l'Amérique et nous préférons voir le monde en rose. Pourtant, après la fin de la Guerre froide et la création de l'euro en 1999, une guerre économique s'est enclenchée. L'offre concurrente d'une dette souveraine solide dans une monnaie forte risquait de faire baisser la demande pour la dette américaine. Mais les États-Unis ne peuvent cesser de s'endetter. Cette dette leur a permis de financer les guerres en Irak et en Afghanistan et d'assurer leur hégémonie. Ils en ont un besoin vital.

En 2008, l'euro était une monnaie prise extrêmement au sérieux par l'OPEP, les fonds souverains et les banques centrales. Elle était en passe de détrôner le dollar. Et cela, les États-

Unis ont voulu l'empêcher à tout prix. Le monde cherche un endroit sûr où déposer ses excédents, et l'Europe est activement empêchée d'apparaître comme cet endroit sûr. C'est précisément à ce moment que les fonds spéculatifs se sont attaqués à la dette souveraine de certains Etats européens.

Qu'advient-il après la chute annoncée du dollar ?

L'Europe est aujourd'hui la plus grande puissance économique et elle dispose d'une

monnaie de référence solide. Contrairement aux États-Unis, c'est un bloc en expansion. Sur le continent asiatique, le Yuan va devenir la monnaie de référence. La Chine est le meilleur allié de l'Europe. Elle a d'une part intérêt à soutenir un euro fort pour diversifier ses placements. D'autre part, elle a besoin d'un allié comme l'Europe au sein de l'OMC et du G20 pour éviter de devoir réévaluer rapidement sa monnaie. Aujourd'hui, l'Europe et la Chine agissent comme deux forces de gravitation qui attirent dans leur orbite les anciens alliés des États-Unis : le Japon et l'Angleterre.

L'objectif en Libye, est-ce le pétrole ou le système bancaire

ALP Ellen Brown_

— L'objectif, en Libye, est-ce le pétrole ou le système bancaire ?_Plusieurs chroniqueurs ont noté un fait étrange : Les insurgés libyens ont pris le temps en mars, pendant leur rébellion, et cela avant même d'avoir un gouvernement, de créer leur propre banque centrale.

Robert Wenzel a écrit dans Economic Policy Journal :_Je n'avais jamais entendu parler d'une création de banque centrale en une affaire de juste quelques semaines par un soulèvement populaire. Tout ça donne à penser que nous avons là un peu plus qu'un groupe de rebelles en guenilles courant ça et là, et qu'il y a des influences d'un genre plutôt subtil._

_Alex Newman a écrit dans New American :_Dans un communiqué publié la semaine dernière, les rebelles ont rapporté les arrêtés d'une réunion tenue le 19 mars. Entre autres choses, les révolutionnaires hétéroclites ont annoncé la « désignation de la Banque centrale de Benghazi comme autorité compétente dans les affaires monétaires de Libye, et la nomination d'un gouverneur à la Banque centrale de Libye, avec un siège provisoire à Benghazi. »

_Newman a cité John Carney, le rédacteur en chef de CNBC, qui a demandé, « Est-ce la première fois qu'un groupe révolutionnaire crée une banque centrale alors qu'il est toujours en pleine lutte contre le pouvoir politique établi ?

Cela semble indiquer parfaitement l'extraordinaire puissance que sont devenus les banquiers centraux à notre époque. »_Une autre anomalie concerne la justification officielle du soulèvement armé contre la Libye. Il s'agirait soi-disant de violations de droits humains, sauf que les témoignages sont des ratiocinations. Selon un article du 28 février du site de Fox News :_Tandis que l'ONU s'acharne fiévreusement à condamner le guide libyen, Muammar Kadhafi, pour sévices graves contre les manifestants, l'organisme Human Rights Council s'apprête à approuver un rapport regorgeant de louanges pour la Libye en matière de droits de l'homme._

_Son compte-rendu félicite la Libye pour avoir amélioré les possibilités éducatives, pour avoir fait des droits de l'homme une « priorité » et pour avoir amélioré son cadre « constitutionnel. » Plusieurs pays, dont l'Iran, le Venezuela, la Corée du Nord et l'Arabie Saoudite, mais aussi le Canada, accordent à la Libye des points positifs pour les protections juridiques qu'elle offre à ses citoyens - qui sont à présent en

révolte contre le régime et se heurtent à des représailles sanglantes._

_Malgré tout ce qu'on pourrait dire des crimes personnels de Kadhafi, le peuple libyen semble être en plein essor. Une délégation des corps médicaux de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie a rédigé un appel aux dirigeants russes, Medvedev et Poutine, selon lequel, après s'être habitués à la vie libyenne, leur impression était qu'il existait peu de pays où l'on pouvait vivre dans un pareil confort

:_Les Libyens ont droit à des soins gratuits, et les hôpitaux offrent les meilleurs équipements médicaux du monde. L'éducation en Libye est gratuite et les jeunes capables ont la possibilité d'étudier à l'étranger aux frais du gouvernement. Quand un jeune couple se marie, il reçoit 60.000 dinars libyens (environ 50.000 roupies US [au cours du 13/4/2011]) d'aide financière. Les prêts d'État sont sans intérêts et, comme le montre la pratique, [leur remboursement est] sans limite de temps. Grâce aux subventions gouvernementales le prix des caisses est beaucoup plus bas qu'en Europe, et elles sont d'un prix abordable pour toutes les familles. L'essence et le pain coûtent une misère, aucun impôt pour ceux qui s'occupent d'agriculture. Calmes et paisibles, le Libyen n'est guère enclin à la boisson et est très religieux._

[Ndt : Ça laisse entendre que, en Libye, le poste à vision n'a ni Thierry Ardisson à dépraver, ni Grand Journal à UMPSémiter, ni JT à décérébrer.]_

Ils ont observé que la communauté internationale avait été mal informée au sujet de la lutte contre le régime. « Dites-nous, » disaient-ils, « qui ne voudraient pas d'un tel régime ? »_Même s'il s'agit juste de propagande, on ne peut nier au moins une réalisation très populaire du gouvernement libyen : Il a amené de l'eau dans le désert en construisant le plus grand et le plus cher projet d'irrigation de l'histoire, le GMMR (Great Man-Made River,

Grand fleuve artificiel) de 33 milliards de rouspiens.

Bien plus que le pétrole, l'eau est essentielle à la vie en Libye. Le GMMR fournit de l'eau potable et d'irrigation à 70 pour cent de la population. Il la pompe au sud de la Libye, dans la gigantesque nappe phréatique nubienne, pour la population des régions côtières à 4.000 km au nord. Le gouvernement libyen a fait au moins quelques bons trucs.

Une autre explication de l'agression contre la Libye, c'est que « tout ça n'est qu'une question de pétrole, » mais cette théorie est aussi problématique. Comme l'indique le National Journal, le pays ne produit qu'environ 2 pour cent du pétrole du monde. L'Arabie saoudite seule dispose d'une capacité suffisante pour compenser toute perte de production si le pétrole libyen venait à disparaître du marché. Et si tout ça n'est qu'une question de pétrole, pourquoi se précipiter pour installer une nouvelle banque centrale ?

Autre petite info aguichante circulant sur Internet, une interview [*] du général zunien (retraité) Wesley Clark, faite par Democracy Now en 2007. Il y affirme que près de 10 jours après le 11 septembre 2001, un général lui a dit que la décision de partir en guerre contre l'Irak avait été prise. Surpris, Clark a demandé pourquoi. « Je ne sais pas ! » a été la réponse. « Je pense qu'ils ne savent pas quoi faire d'autre. »

Plus tard, le même général lui a dit qu'ils projetaient s'emparer de sept pays en cinq ans : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan, et l'Iran._[* Ndt : La vidéo sous-titrée en français est ici : www.dailymotion.com/video/xhztg9_preuve-que-lyattaque-de-la-libye-est-prevue-depuis-10-ans_news]_

Qu'ont en commun ces sept pays ? Dans le domaine bancaire, ce qui ressort, c'est qu'aucun d'entre eux n'apparaît dans la liste des 56 membres de la Banque des règlements

internationaux (BRI). Cela les place manifestement à l'abri du grand nez de l'instance de contrôle des banques centrales en Suisse. Il se pourrait que les plus renégats du lot soient la Libye et l'Irak, les deux qui ont été effectivement attaqués.

Écrivant sur Examiner.com, Kenneth Schortgen Jr. a noté que, « Six mois avant que la Zonie ne s'engage en Irak pour faire sa fête à Saddam Hussein, ce dernier avait fait le coup d'accepter l'euro à la place de la roupieus contre son pétrole, et c'est devenu un danger pour l'hégémonie de la roupieus comme monnaie de réserve, et sa domination en tant que pétrodollar. »_

Selon un article russe intitulé « Bombardement de la Libye - Punition de Kadhafi pour sa tentative de rejet de la roupieus, » Kadhafi a fait un coup hardi similaire : Il a lancé un mouvement destiné à refuser la roupieus et l'euro, et demandé aux pays arabes et africains d'utiliser une autre monnaie à la place, le dinar d'or.

Kadhafi a proposé de constituer un continent africain uni, avec 200 millions de gens utilisant cette monnaie unique. Cette idée a été approuvée par de nombreux pays arabes et la plupart des pays africains au cours de l'année dernière. Les seuls opposants sont la République d'Afrique du Sud et les principaux États de la Ligue arabes. Cette initiative a été perçue négativement par la Zonie et l'Union européenne, avec le président français, Nicolas Sarkozy, qualifiant la Libye de menace pour la sécurité financière de l'humanité [*], mais, pas du tout perturbé, Kadhafi a poursuivi son effort visant à créer une Afrique unie. [* Ndt : Comme c'est bizarre ! Même Napoléon le Petit II se préoccupe des revenus des Rothschild ! Il veut à tout prix, avec nos sous, asservir les Libyens en leur imposant une monnaie privée. On est vraiment foutu !]_

Et cela nous ramène à l'énigme de la banque centrale libyenne. Dans un article de Market Oracle, Eric Encina observe :_Fait rarement

mentionné par les politiciens et les pontes des médias : La Banque centrale de Libye appartient à 100% à l'État...

Actuellement, le gouvernement libyen crée sa propre monnaie, le dinar libyen, par l'intermédiaire de sa propre banque centrale. Peu de gens se risquent à dire que la Libye est un pays souverain doté d'immenses ressources, capable d'alimenter ses propres besoins économiques.

Problème majeur pour les cartels bancaires mondialiste, pour faire du business avec la Libye, ils doivent passer par la Banque centrale libyenne et sa monnaie nationale, un lieu où ils n'ont absolument aucune emprise ni faculté d'influencer.

C'est pourquoi le renversement de la Banque centrale de Libye pourrait bien ne pas figurer dans le discours d'Obama, de Cameron et de Napoléon le Petit II, bien qu'elle figure certainement en tête de liste de l'agenda mondialiste visant à absorber la Libye dans sa ruche de nations serviles._

_La Libye n'a pas que du pétrole. Selon le FMI, sa banque centrale a dans ses coffres près de 144 tonnes d'or. Reposant sur des actifs pareils, qui aurait besoin d'une BRI, d'un FMI et de leurs arbitrages ?_Tout cela incite à examiner de près les règles de la BRI et leurs effets sur les économies locales.

Un article sur le site Internet de la BRI indique que, dans le réseau de gouvernance de la Banque centrale, les banques centrales sont présumées avoir comme unique ou principal objectif de « préserver la stabilité des prix. » Elles doivent être indépendantes du gouvernement pour assurer que les considérations politiques n'interfèrent pas dans cette mission.

« Stabilité des prix » veut dire maintenir stable la fourniture de l'argent, même en accablant le peuple d'une dette extérieure. Les banques centrales sont dissuadées d'augmenter la masse

monétaire en imprimant de l'argent pour l'utiliser au bénéfice de l'État, soit directement, soit sous forme de prêts. En 2002, sur Asia Times, dans un article intitulé « La BRI contre les banques nationales, » Henry Liu affirmait : « Les règlements de la BRI servent uniquement à renforcer le système bancaire privé international, même si cela met en danger les économies nationales.

La BRI fait aux systèmes bancaires nationaux ce qu'a fait le FMI aux régimes monétaires nationaux. Sous la mondialisation financière, les économies nationales ne servent plus les intérêts nationaux. Les investissements directs étrangers libellés en devises étrangères, principalement en dollars, ont condamné de nombreuses économies nationales à un développement déséquilibré penchant vers l'exportation, ne faisant que payer des intérêts libellés en dollars aux investisseurs, sans guère de bénéfices nets pour les économies nationales. Il ajoutait, « Tout gouvernement appliquant la théorie de la monnaie d'État peut financer tous ses besoins de développement pour le maintien du plein emploi, sans inflation, avec sa propre monnaie nationale. »

La « théorie de la monnaie d'État » fait référence à l'argent créé par les gouvernements à la place des banques privées. L'hypothèse derrière la règle interdisant d'emprunter à la banque centrale appartenant au gouvernement, c'est que ce serait inflationniste, alors que l'emprunt d'argent existant auprès de banques étrangères ou du FMI ne le serait pas. Or, en réalité, qu'elles soient publiques ou privées, toutes les banques créent sur leurs registres l'argent qu'elles prêtent. La plupart des nouveaux fonds d'aujourd'hui proviennent de prêts bancaires.

L'emprunt auprès de la banque centrale du gouvernement a l'avantage d'être réellement sans intérêt. Il a été démontré que l'élimination des intérêts réduit le coût des projets publics de 50% en moyenne. Et il apparaît que le système libyen fonctionne ainsi [*]. Selon Wikipedia, la mission de la Banque centrale de Libye inclue «

l'émission et la régulation des billets et pièces en Libye » et « la gestion et l'émission de tout emprunt d'État. »

Appartenant entièrement à l'État, la banque de Libye peut émettre la monnaie nationale et la prêter pour les besoins de l'État. [* Ndt : Chose peu connue, que l'on n'évoque jamais comme l'une des causes décisives de l'assassinat du président Kennedy, comme Lincoln l'avait fait pour s'affranchir de l'emprise des Rothschild,

Kennedy avait rendu à son gouvernement le pouvoir de créer de l'argent, sans passer par la Réserve fédérale.] Ça pourrait expliquer d'où la Libye tire l'argent nécessaire pour fournir une éducation et des soins médicaux gratuits, et faire à chaque jeune couple un prêt d'État, sans intérêts, équivalent à 50.000 roupies.

Cela pourrait aussi expliquer comment le pays s'est dégoté 33 milliards de roupies pour construire le Grand fleuve artificiel. Les Libyens s'inquiètent des frappes aériennes de l'OTAN qui s'approchent dangereusement des pipelines, menaçant d'une autre catastrophe humanitaire. [Ndt : Se rappeler qu'avant l'invasion de l'Irak, sans parler de la contamination volontaire à l'uranium appauvri, les Anglo-zuniens ont détruit méthodiquement les infrastructures du pays (réseau de distribution d'eau et d'égouts principalement) pour rendre la vie des gens intenable dans les villes et les exposer aux maladies.]

Comme ça, dans cette nouvelle guerre, tout n'est question que de pétrole ou tout n'est question que de banque ? Peut-être les deux - avec l'eau aussi bien. Avec de l'énergie, de l'eau et un crédit abondant pour développer l'infrastructure nécessaire pour y accéder, une nation peut se libérer de l'emprise des créanciers étrangers.

Et il se pourrait que ce soit le vrai danger libyen : La Libye pourrait bien montrer au monde ce qui est possible. La plupart des pays n'ont pas de pétrole, mais la mise au point de nouvelles technologies pourrait les rendre

autonomes en énergie, en particulier si le coût des infrastructures est divisé par deux grâce à l'emprunt auprès de la banque qui leur appartient.

L'indépendance énergétique permettrait de libérer les gouvernements de la nasse des banquiers internationaux, et de la nécessité de vendre la production nationale aux marchés étrangers afin de rembourser les prêts._

Au cas où le gouvernement Kadhafi chuterait, il serait intéressant de voir si la nouvelle banque centrale se joint à la BRI, si l'industrie pétrolière nationalisée est vendue à des investisseurs, et si l'éducation et les soins de santé continuent d'être libres._Original : www.opinion-maker.org/2011/04/libya-all-about-oil/_Traduction copyleft de Pétrus Lombard_SOURCE: <http://sos-crise.over-blog.com/article-l-objectif-en-libye-est-ce-le-petrole-ou-le-systeme-bancaire-71865561.html>

RUBRIQUE SYNDICALISME

Analyse du syndicalisme international et national

Ci-joint, la contribution du camarade J. Lop au dernier congrès de la FSM (tenu à Athènes en avril dernier).

Chers camarades,

La FSM France est heureuse d'être présente ici aux côtés des travailleurs qui essaient courageusement de mener la lutte de classe afin d'unir les peuples du monde pour les mener au renversement du système capitaliste.

Mais nous devons nous exprimer franchement et vous dire notre point de vue. Le mouvement syndical international va mal. Déjà, depuis longtemps, sous l'impulsion des agents des états unis et du Vatican nous avons assisté à la division de la classe ouvrière, et ceci depuis plus d'un siècle :

LA FÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE, FONDÉ EN 1919 A AMSTERDAM QUI OPÉRAIT ESSENTIELLEMENT EN EUROPE OCCIDENTALE et dont les DIRIGEANTS SONT TOUJOURS RESTES SUR DES POSITIONS OPPORTUNISTES, RÉFORMISTES ET DE COLLABORATION DE CLASSE , ILS ONT COMBATTU LE MOUVEMENT SYNDICAL DE CLASSE.

LA CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRÉTIENS, CETTE ORGANISATION SYNDICALE QUI FUT CRÉE A LA HAYE EN 1920.

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (O I T) FONDÉE A GENÈVE EN 1919 SES INSPIRATEURS ET SES PARTISANTS ONT ÉTÉ LES SOCIAUX DÉMOCRATES DE DROITE .LE BUT DE LA CRÉATION DE L' O I T ÉTAIT

DE DÉTOURNER LA CLASSE OUVRIÈRE DE LA RÉVOLUTION , DE LUI FAIRE IGNORER LES CONTRADICTIONS ET LA LUTTE DE LA CLASSE.

Après la deuxième guerre mondiale la bourgeoisie n'a pas baissé la garde. Une fois Staline mort et l'union soviétique devenue une caricature de socialisme une nouvelle forme de collaboration de classe s'est mise en place au nom de la « coexistence pacifique ».

Ainsi on vit apparaître en France : FO, créée par la CIA et le renforcement de la CFDT soutenue par le Vatican.

Mais le plus dramatique c'est que la nouvelle ligne internationale s'est avéré être et EST ENCORE, une ligne de collaboration de classe.

En France et bien d'autres pays nous voyons que les CHEFS SYNDICAUX COLLABORENT directement avec la bourgeoisie OU EN DEVIENNENT LES INSTRUMENTS dociles. DE NOMBREUX FAITS PROUVENT QUE L'ARISTOCRATIE DE LA CLASSE OUVRIÈRE, AINSI QUE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE FONT PARTI INTEGRANTE DE La STRUCTURE CAPITALISTE.

Aujourd'hui, pour parler clair LES SYNDICATS, N' ONT AUCUN POUVOIR RÉEL DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, ILS ENCAISSENT LES COUPS , ILS NE LES RENDENT PAS . LEURS INCAPACITÉ EST MANIFESTE CAR DEPUIS PLUS DE trente ANS

ILS N' ONT PU CONSTITUER UN BARRAGE CONTRE LE CHOMAGE ET L' EXCLUSION , S' ILS DÉFENDENT LES INTERETS IMMEDIATS DE CEUX QUI ONT ENCORE DU TRAVAIL

AUJOURD' HUI C' EST SANS POUVOIR LEUR ASSURER QU' ILS TRAVAILLERONT DEMAIN.

C' EST AINSI QUE LES SYNDICATS SONT CONDUITS A CO-GERER LA CRISE AVEC LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT .

NOUS SOMMES ACTUELLEMENT devant LA PERTE DE TOUS NOS ACQUIS SOCIAUX : DÉMANTELLEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, DE LA RETRAITE SANS PARLER DE la casse DU CODE DU TRAVAIL

En fait les syndicats français, CGT CFDT FO . Accompagnent désormais LA PAUVRETÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET Alimentent A BAS PRIX LA MAIN D' OEUVRE DONT A BESOIN LA BOURGEOISIE.

C'est de la collaboration de classe sur toute la ligne.

Le mouvement syndical international doit prendre position. Il doit dénoncer ce glissement mortel qui a conduit la classe ouvrière des pays du monde entier soit à renier la lutte de classe elle-même soit à se désintéresser purement et simplement de son propre sort.

Il doit pointer du doigt tous ces dirigeants et organisations qui parlent au nom du peuple pour mieux le trahir.

Mais surtout il doit construire une véritable internationale sur les bases qui furent historiquement les siennes :

LE SYNDICALISME, PRÉPARE L' ÉMANCIPATION INTEGRALE , QUI NE PEUT

SE RÉALISER QUE PAR L' EXPROPRIATION CAPITALISTE , IL PRÉCONISE COMME MOYEN D' ACTION LA GRÈVE GÉNÉRALE ET IL CONSIDERE QUE LE SYNDICAT AUJOURD' HUI GROUPEMENT DE RÉSISTANCE SERA DANS L' AVENIR LE GROUPEMENT DE PRODUCTION ET DE RÉPARTITION , BASE DE RÉORGANISATION SOCIALE .

SI LE SYNDICAT NE PEUT SE SUBSTITUER A UN PARTI , C' EST EN SON SEIN QUE PEUVENT ET DOIVENT SE FORMER PRINCIPALEMENT , MILITANTS ET DIRIGEANTS

Chers camarades, pour terminer je voudrai vous rappeler ce qui est arrivé au peuple allemand lorsque furent détruites ses organisations représentatives. Les souffrances endurées par les peuples espagnols et français dans les années 1936-1940 qui avaient cru – un moment – au réformisme. La bourgeoisie ne fait jamais de cadeau. Il serait contraire à nos objectifs de lui livrer les intérêts de la classe ouvrière pour cautionner, en fait, les nids douillets que quelques permanents syndicaux se sont créés avec les subsides des capitalistes.

Oui à un syndicalisme de classe.

Oui à une FSM de lutte de classe.

A bas l'opportunisme et la collaboration de classe dans nos rangs

Hasta la victoria, siempre !

FSM

FRANCE

VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB : [HTTP://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/](http://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/)



S'abonner à L'ÉTOILE DU NORD, ÉDITION FRANÇAISE DE NSC

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Pays : _____

Code postal : _____

Chèque ou mandat poste de 35 \$ (6 numéros)

Au nom de Adélarde Paquin.

Acheminer par la poste à Dr Adélarde Paquin, 6801 blvd Gouin Est N
Montréal Nord, Québec Canada H1G 6L2 apaquine@yahoo.ca

GEAB N°56-Spécial Eté 2011! Crise systémique globale - Dernière alerte avant le choc de l'Automne 2011 : Quand 15.000 milliards

USD d'actifs financiers partiront en fumée

Le 15 Décembre 2010, dans le GEAB N°50, l'équipe de LEAP/E2020 anticipait l'explosion des dettes publiques occidentales pour le second semestre 2011. Nous décrivions alors un processus qui partirait de la crise des dettes publiques européennes (1) pour mettre ensuite le feu au cœur du système financier mondial, à savoir la dette fédérale US (2). Et nous voici, avec ce GEAB N°56, à l'orée du second semestre 2011, avec une économie mondiale en plein désarroi (3), un système monétaire global de plus en plus instable (4) et des places financières qui sont aux abois (5), tout cela malgré les milliers de milliards d'argent public investis pour éviter précisément ce type de situation. L'insolvabilité du système financier mondial, et au premier chef du système financier occidental, revient à nouveau sur le devant de la scène après un peu plus d'une année de politiques cosmétiques visant à noyer ce problème fondamental sous des tombereaux de liquidités.

Nous avons estimés en 2009 que la planète comptait environ 30.000 milliards USD d'actifs-fantômes. La moitié à peu près s'est envolée en fumée en six mois entre Septembre 2008 et Mars 2009. Pour notre équipe, c'est maintenant au tour de l'autre moitié, les 15.000 milliards d'actifs-fantômes restants, de s'évanouir purement et simplement entre Juillet 2011 et Janvier 2012. Et cette fois-ci, les dettes publiques seront de la partie également, contrairement à 2008/2009 où ce sont essentiellement les acteurs privés qui avaient été touchés. Pour prendre la mesure du choc qui se prépare, il est utile de savoir que même les banques américaines commencent à réduire leur utilisation des Bons

du Trésor US pour garantir leurs transactions, par crainte des risques croissants pesant sur la dette publique US (6).

Pour les acteurs de la planète financière, le choc de l'Automne 2011 va ainsi correspondre au sens littéral au fait de sentir le sol se dérober sous leurs pieds, puisque c'est bien le socle du système financier mondial, le Bon du Trésor US, qui va s'enfoncer brutalement (7).

Evolution de la dette fédérale US et projections (2000-2016) (en Milliards USD) - Sources : US Treasury / Berruyer / GEAB, 06/2011

Dans ce GEAB N°56, nous abordons les deux aspects les plus dangereux de ce choc de l'Automne 2011, à savoir :

- . le mécanisme de détonateur des dettes publiques européennes
- . le processus d'explosion de la bombe US en matière de dettes publiques.

Parallèlement, dans ce contexte d'accélération du rééquilibrage des rapports de force planétaire, nous présentons l'anticipation d'un processus géopolitique fondamental concernant la tenue d'un sommet Euro-BRICS d'ici 2014.

Enfin, nous concentrons nos recommandations sur les moyens d'éviter de faire partie de ces 15.000 milliards d'actifs-fantômes qui vont s'envoler en fumée dans les prochains mois, avec une mention toute particulière pour l'immobilier résidentiel occidental dont l'effondrement des prix que nous anticipons pour 2015 commence en fait dès 2012.

Dans le communiqué public du GEAB N°56, nous présentons une partie de l'anticipation sur

le mécanisme de détonateur des dettes publiques européennes.

Composition du bilan de la Banque Centrale Européenne (rouge : titres adossés à des actifs / bleu clair : bons du secteur public / vert : titres bancaires / bleu foncé : titres d'autres entreprises / beige : autres) - Sources : Spiegel / BCE, 05/2011

Le mécanisme de détonateur des dettes publiques européennes

Les opérateurs financiers anglo-saxons jouent aux apprentis-sorciers depuis maintenant une année et demie et les premiers titres du Financial Times en Décembre 2009 sur la crise grecque devenue rapidement une soi-disant « crise de l'Euro ». Nous ne reviendrons pas sur les péripéties de cette formidable manipulation de l'information (8) orchestrée depuis la City de Londres et Wall Street puisque nous y avons déjà consacré de nombreuses pages dans plusieurs GEAB tout au long de cette période. Contentons-nous de constater que dix-huit mois plus tard, l'Euro se porte bien alors que le Dollar continue sa descente aux enfers par rapport aux grandes devises mondiales ; et que tous ceux qui ont parié sur la dislocation de la zone Euro ont perdu beaucoup d'argent. Comme nous l'avons anticipé la crise favorise l'émergence d'un nouveau souverain, l'Euroland, qui permet aujourd'hui à la zone Euro d'être bien mieux préparée que le Japon, les Etats-Unis ou le Royaume-Uni (9) au choc de l'Automne 2011 ... même si elle est en train de jouer un rôle de détonateur en la matière, bien malgré elle. Le « bombardement » (car il faut bien appeler les choses par leur nom) (10), entrecoupé de pauses de quelques semaines (11), auquel est soumis l'Euroland depuis tout ce temps, a en fait eu trois effets majeurs consécutifs, très éloignés pour deux d'entre eux des résultats escomptés par Wall Street et la City :

1. Dans un premier temps (Décembre 2009 - Mai 2010), elle a fait disparaître le sentiment d'invulnérabilité de la devise européenne tel

qu'il s'était constitué en 2007/2008, en introduisant le doute sur sa pérennité et surtout en relativisant l'idée que l'Euro était l'alternative naturelle au Dollar US (voire son successeur).

2. Puis, dans un deuxième temps (Juin 2010 - Mars 2011), elle a amené les dirigeants de l'Euroland à mettre en chantier à « très grande vitesse » toutes les mesures de sauvegarde, de protection et de renforcement de la monnaie unique (mesures qui auraient dû être prises il y a déjà de nombreuses années). Ce faisant elle a redynamisé l'intégration européenne, replacé à la tête du projet européen le noyau fondateur, et marginalisé le Royaume-Uni en particulier (12). Parallèlement elle a stimulé un soutien de plus en plus appuyé à la monnaie européenne de la part des BRICS, Chine en-tête, qui après un moment de flottement se sont rendus compte de deux choses fondamentales : d'une part les Européens agissaient sérieusement pour faire face au problème ; et d'autre part, au vu de l'acharnement anglo-saxon, l'Euro était sans aucun doute un instrument essentiel pour toute tentative de sortie du « monde Dollar » (13).

3. Enfin, actuellement (Avril 2011 - Septembre 2011), elle conduit la zone Euro à entreprendre de toucher aux sacro-saints investisseurs privés afin de les mettre à contribution pour résoudre le problème grec via notamment des extensions « volontaires » des délais de remboursement (ou toute autre forme de coupe dans les profits escomptés) (14).

Comme on peut l'imaginer, si le premier impact était bien l'un des objectifs poursuivis par Wall Street et la City (outre le fait de détourner l'attention des problèmes massifs du Royaume-Uni et des Etats-Unis), les deux autres en revanche sont des effets totalement contraires au but recherché : affaiblir l'Euro et réduire son attractivité mondiale.

Surtout qu'une quatrième séquence se prépare qui va voir, d'ici le début 2012 (15), le lancement d'un mécanisme d'Eurobonds, permettant de mutualiser une partie des

émissions de dettes des pays de l'Euroland (16), ainsi que l'inévitable pression politique croissante (17) à augmenter la part de la contribution privée dans ce vaste processus de restructuration (18) de la dette des pays périphériques de la zone Euro (19).

Evolution de la dette grecque et de sa composition (2011-2015) (en Milliards €) (rouge : dette arrivant à échéance ; vert : déficit budgétaire ; violet : prêts UE ; marron : prêts FMI ; bleu : autre) - Sources : Le Figaro / SG CIB, 05/2011

Et avec cette quatrième séquence on entre dans le cœur du processus de contagion qui va faire exploser la bombe de l'endettement fédéral US. Car, d'une part, en créant un contexte médiatique et financier mondial ultra-sensibilisé aux questions d'endettement public, Wall Street et la City ont rendu visible l'ampleur insoutenable des déficits publics US, britannique et japonais (20). Cela a même obligé les agences de notation, fidèles chiens de garde des deux places financières, à se lancer dans une folle course à la dégradation des notes des Etats. C'est pour cette raison que les Etats-Unis se retrouvent maintenant sous la menace d'une dégradation, comme nous l'avions anticipé, alors même que cela paraissait impensable à la plupart des experts il y a seulement quelques mois. Et parallèlement, le Royaume-Uni, la France, le Japon, ... se retrouvent également dans le collimateur des agences (21).

Rappelons-nous que ces agences n'ont jamais rien anticipé d'important (ni les subprimes, ni la crise mondiale, ni la crise grecque, ni le Printemps arabe, ...). Si elles dégradent à tout va aujourd'hui, c'est qu'elles sont prises à leur propre jeu (22). Il n'est plus possible de dégrader A sans toucher à la note de B si B n'est pas en meilleure situation. Les « présumés » sur le fait qu'il est impossible à tel ou tel Etat de faire défaut sur sa dette n'ont pas résisté à trois ans de crise : c'est en cela que Wall Street et la City sont tombés dans le piège qui guette tous les apprentis-sorciers. Ils n'ont pas vu qu'il leur

serait impossible de maîtriser cette hystérie entretenue autour de la dette grecque. Ainsi aujourd'hui, c'est au Congrès US, dans le cadre du violent débat sur le plafond d'endettement et les coupes budgétaires massives, que se développent les conséquences des articles manipulateurs de ces derniers mois sur la Grèce et la zone Euro. Encore une fois, notre équipe ne peut que souligner que si l'Histoire a un sens, c'est indéniablement celui de l'ironie.

Evolution de la production industrielle en Chine (rouge) et en Inde (vert) (2006-2011) - Source : Marketwatch / Factset China / India Stats, 06/2011

Notes:

(1) Y compris le fait que les investisseurs privés (notamment les banques) seraient mis à contribution pour résoudre le problème de la dette grecque.

(2) Sans oublier bien sûr les dettes des collectivités locales américaines.

(3) Les Etats-Unis repartent en récession. L'Europe ralentit tout comme la Chine et l'Inde. L'illusion d'une reprise mondiale est désormais bien terminée. C'est d'ailleurs cette situation très inquiétante qui explique pourquoi les grandes entreprises accumulent de la trésorerie : elles ne veulent pas se retrouver comme en 2008/2009 dépendantes de banques elles-mêmes en panne de liquidités. Selon LEAP/E2020, les PME et les particuliers devraient utilement méditer cette situation. Source : [CNBC](#), 06/06/2011

(4) James Saft, éditorialiste de renom pour Reuters et le New York Times, en est même au point de souhaiter « bon vent à l'hégémonie du Dollar ». Source : [Reuters](#), 19/05/2011

(5) Les bourses savent que la « fête » est finie avec la fin du Quantitative Easing US et le retour de la récession. Et les opérateurs financiers ne savent plus comment trouver des placements profitables et pas trop risqués.

(6) Source : [CNBC/FT](#), 12/06/2011

(7) Même l'Arabie saoudite s'inquiète désormais publiquement par la bouche du Prince AlWaleed qui évoque la « bombe de la dette US ». Source : [CNBC](#), 20/05/2011

(8) Dernier exemple en date : la manifestation anti-austérité du 04/06 à Athènes qui a péniblement rassemblé moins de 1.000 manifestants alors que les médias anglo-saxons ont à nouveau titré sur cette preuve de rejet de la population grecque ... évoquant des milliers de manifestants. Sources : [Figaro](#), 05/06/2011 ; [Financial Times](#), 05/06/2011 ; [Washington Post](#), 06/06/2011

(9) Le Telegraph du 07/06/2011 nous apprend par exemple que depuis les années 1980, le Royaume-Uni a dépensé 700 Milliards £ de plus qu'il n'a gagné. Une bonne partie de cette somme entre dans les 15.000 Milliards d'actifs-fantômes qui vont disparaître prochainement.

(10) On peut constater l'épuisement du discours sur la "fin de l'Euro" par le fait que Wall Street en est réduit à faire intervenir régulièrement désormais Nouriel Roubini pour tenter de crédibiliser cette fable. Le pauvre Roubini, dont les travaux d'anticipation n'ont ni prévu la crise mondiale ni jamais dépassé six mois, se voit réduit à devoir prévoir la "fin de l'Euro" d'ici cinq ans, ou au moins une réforme fondamentale de la zone Euro pouvant d'ailleurs aboutir à une intégration européenne renforcée. Nous citons l'auteur d'après sa récente intervention dans un congrès à Singapour reprise dans le [Figaro](#) du 14/06/2011. Donc, si on résume la prédiction de Nouriel Roubini, il y aurait une fin de l'Euro d'ici 5 ans sauf si en fait l'Euro se retrouve renforcé via la mise en place définitive d'un "nouveau souverain", l'Euroland. Quelle anticipation ! Au-delà de l'effet d'annonce racoleur, cela consiste à dire que d'ici cinq ans (durée infiniment longue en temps de crise, et Roubini parlait d'échéances beaucoup plus rapprochées il y a encore quelques mois), il peut se passer une chose ou son contraire. Merci

Docteur Roubini ! C'est difficile d'essayer de faire de la prospective et de travailler pour Wall Street en même temps. Enfin, il faut ce qu'il faut pour essayer de convaincre (en vain) les Asiatiques de ne pas vendre les actifs en Dollars au profit de ceux en Euro.

(11) Quand les experts et médias anglo-saxons ne peuvent vraiment plus rien inventer pour légitimer de garder « la crise de l'Euro » en une.

(12) Mais aussi la Suède dont les élites continuent à vivre dans le monde d'après 1945, celui où elles ont pu s'enrichir en profitant des problèmes du reste du continent. A propos du Royaume-Uni, la City continue à tenter en vain d'éviter de passer sous le contrôle des autorités européennes comme nous l'apprend cet article du [Telegraph](#) du 30/05/2011. Le plus amusant dans cet article est l'image retenue par le journal : un drapeau européen en lambeaux. Pourtant c'est bien la City qui est en train de perdre son indépendance historique au profit de l'UE et pas le contraire. C'est une illustration flagrante de l'impossibilité de comprendre les événements qui se déroulent en Europe en passant par les médias britanniques, même quand il s'agit du Telegraph, excellent par ailleurs en ce qui concerne sa couverture de la crise.

(13) D'où leur motivation à acheter la dette de l'Euroland. Source : [Reuters](#), 26/05/2011

(14) Sources : [YahooActu](#), 13/06/2011 ; [DeutscheWelle](#), 10/06/2011 ; [Spiegel](#), 10/06/2011

(15) La crise ne permettra pas à l'Euroland d'attendre 2013, date prévue pour réviser le système adopté en Mai 2010, pour trancher ce débat.

(16) Diverses formules sont à l'étude mais les plus probables s'organisent toutes autour d'un système d'émission de dette publique à deux niveaux : une émission bénéficiant de la signature commune de l'Euroland (et donc de taux très bas) pour un montant allant jusqu'à un

pourcentage maximum du PIB de chaque Etat (40%, 50%, 60% ... aux dirigeants de l'Euroland de choisir) ; au-delà de ce seuil, les émissions ne sont plus garanties que par la seule signature de l'Etat concerné, impliquant des taux rapidement très élevés pour les élèves les moins sérieux de la classe.

(17) A ce sujet, il est regrettable que les médias internationaux s'intéressent plus aux quelques milliers de manifestants grecs (voir plus loin dans ce numéro du GEAB un exemple flagrant des différences immenses entre chiffres réels et chiffres des médias anglo-saxons) censés incarner le refus de l'austérité européenne et la faiblesse de la zone Euro, plutôt qu'à l'attente réelle des Grecs dont cette lettre ouverte des intellectuels grecs qui accusent non pas l'Euroland mais leurs propres élites politiques et financières d'être incapables de respecter leurs engagements et appellent à la mise à niveau du système politico-social grec avec celui du reste de l'Euroland. Source : [L'Express](#), 09/06/2011

(18) A propos du mot « restructuration » sur lequel délirent à longueur d'articles ou d'émissions les économistes et financiers en tous genres, notre équipe souhaite apporter une précision limpide de simplicité : il est évident qu'une partie de la dette grecque appartient à ces 15.000 milliards d'actifs-fantômes qui vont s'évaporer dans les mois à venir. Peu importe le mot utilisé, « restructuration », « défaut », ..., comme nous l'avions indiqué dans des GEAB précédents, l'Euroland organisera un processus qui fera perdre aux moins puissants ou aux plus exposés des créanciers une partie significative de leurs engagements sur la Grèce. C'est cela qu'on appelle une crise. Et la « raison d'Etat » fonctionne toujours de la même manière. Mais, de toute façon, d'ici là, le problème se sera déplacé vers les Etats-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, et plus personne ne prêtera attention au cas grec dont les montants sont ridicules en comparaison : Grèce, 300 milliards EUR ; USA, 15.000 milliards USD.

(19) Et l'examen prochainement par la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe de recours contre le Fonds de stabilisation européen, s'il ne remettra pas en cause les décisions prises, va accroître la pression en Allemagne pour que le secteur privé soit partie prenante des solutions, c'est-à-dire des pertes. Source : [Spiegel](#), 13/06/2011

(20) Un calcul très simple permet de prendre la mesure de la différence entre le problème grec actuel et la crise US en préparation : les banques en particulier vont être obligées de prendre en charge entre 10% et 20% du coût de renflouement de la dette grecque, soit entre 30 et 60 Milliards EUR. C'est ce qui "excite" les agences de notation ces jours-ci à propos des banques européennes. L'explosion de la bombe de la dette fédérale US imposera au minimum un coût aux proportions identiques pour les banques et autres détenteurs institutionnels de cette dette. On parle donc dans ce cas (une estimation conservatrice car la nature même de l'utilisation des Bons US impliquera une contribution privée plus importante) de montants compris entre 1.500 et 3.000 milliards USD. C'est cohérent avec notre estimation des 15.000 milliards d'actifs-fantômes qui disparaîtront dans les trimestres à venir.

(21) Sources : [Reuters](#), 08/06/2011 ; [Le Monde](#), 11/06/2011 ; [FoxNews](#), 30/05/2011

(22) Et l'une des conséquences de ce jeu, c'est que les Européens se préparent non seulement à encadrer sévèrement les méthodes des agences de notation, mais ils vont tout simplement créer des concurrents aux agences anglo-saxonnes, comme l'ont déjà fait les Chinois dont l'agence Dagong estime que les Etats-Unis sont entrés dans un processus de défaut sur leur dette. En perdant le monopole de la mesure du risque, Wall Street et la City vont ainsi perdre leur aptitude à faire ou défaire les fortunes. Sources : [CNBC](#), 02/06/2011 ; [YahooNews](#), 10/06/2011

L'OEUVRE DE DOMENICO LOSURDO : STALINE LA LÉGENDE NOIRE

Robert Bibeau

Deux livres en un volume, l'un qui réfute chacune des calomnies et l'autre qui renie cette réfutation ! Pourquoi répudier en seconde partie ce qui fut si bien réfuter dans la première ? Le premier livre, les quatre cent quarante quatre premières pages du volume de Domenico Losurdo intitulé *Staline Histoire et critique d'une légende noire*, présente un réquisitoire probant à la défense du bâtisseur de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Pour chacune des calomnies et des ignominies formulées par les trotskystes puis par les révisionnistes khrouchtchéviens à l'encontre de Staline, qualifié par eux d'énorme monstre humain, sombre, capricieux et dégénéré, l'auteur prolix, lourdement documenté (1058 citations), réfute chaque billevesée, puisant à des sources multiples (400 références), particulièrement aux auteurs anti-soviétiques virulents, comme Churchill que l'on ne saurait soupçonné de sympathie communiste, Losurdo fait la preuve d'une légende noire anti-stalinienne.

Pour que tant de gens de par le monde, y compris dans l'univers anglo-saxon à l'anti-soviétisme exacerbé, aient trouvé convenant de présenter leurs hommages au peuple soviétique et à son leader pendant tant d'années, de fait, jusqu'au « Staline eut comme ligne de conduite de se tenir en dehors des conflits : jusqu'à l'aveuglement de ne pas prêter foi aux avertissements qui lui arrivaient de plusieurs côtés en juin 1941 (...) il n'est pas du tout dit que Staline retînt vraiment comme inévitable l'attaque allemande contre l'URSS ; et l'état d'impréparation dans lequel l'opération Barbarossa trouva les lignes soviétiques ferait même penser le contraire. » (1)

Pourtant, trois cents pages auparavant Losurdo, s'appuyant sur la correspondance de Hitler, avait écrit ceci à ce propos :

rapport « secret » de Khrouchtchev (publié par la CIA), il devaient bien y avoir quelques raisons objectives. Les faits sont têtus et ils sont éloquentes comme le démontre Losurdo. Ils attestent que Staline a été fidèle au marxisme-léninisme, à son peuple et à sa destinée historique.

On doit subodorer beaucoup de courage politique de la part de l'auteur pour oser ainsi affronter le tsunami de la propagande

occidentale à propos de Staline et de l'Union Soviétique recouverts tous les deux par un maelstrom de mensonges qui se déverse sur eux depuis la guerre froide et même avant. Domenico Losurdo se montre d'abord à la hauteur des exigences du défi qu'il s'est posé et il reprend chaque argument contre Staline et le contredit en s'appuyant sur des faits historiques et des documents d'époques. Puis, en postface, son courage s'évanouit et il s'arrête de si bon train, rebrousse chemin et donne à Staline le baiser de Juda.

« Hitler, qui, une semaine après, a été obligé de reconnaître que l'opération Barbarossa avait sérieusement sous-évalué l'ennemi : « la préparation guerrière des Russes doit être considérée comme fantastique » (...) En ce qui concerne la Russie, il est incontestable que Staline a élevé le niveau de vie. Le peuple russe ne souffrait pas de faim au moment du déclenchement de l'opération Barbarossa. « Dans l'ensemble il convient de reconnaître : des usines de l'importante des *Hermann Goering Werke* ont été construites là où jusqu'il y a deux ans n'existaient que des villages inconnus. Nous trouvons des lignes de chemins de fer qui n'étaient pas indiquées sur les cartes » (...)

L'inégalable et incontestable contribution de la Russie soviétique à la défaite de l'Allemagne nazie est étroitement liée à l'obstinée Seconde Révolution de Staline. » (2)

Staline tyran, cruel, mégalomane, benêt, ignare, incapable, inculte, lâche, traître, mauvais militaire et j'en passe, Losurdo entreprend de réfuter une à une chacune des accusations contre le leader en suivant la trame historique de leurs dévoilement depuis la paix de Brest-Litovsk (1917) et la construction du socialisme dans un seul pays, en passant par la Nouvelle Économie Politique (NEP-1921) léniniste, l'édification du socialisme en URSS en s'appuyant sur la primauté de l'industrie lourde, la collectivisation des terres et la répression des koulaks (1929), les purges et les procès de la Grande Terreur fomentée par la dictature prolétarienne, jusqu'au pacte germano-soviétique (1941), la Grande guerre Patriotique que l'URSS de Staline remporta sur l'hydre nazie et la Conférence de Yalta (1945), tout y passe, que le bénédictin italien soumet sérieusement à la confrontation des faits et des témoignages historiques. Dommage, qu'après une déconstruction aussi méthodique, patiente et particulièrement convaincante de la légende noire stalinienne, Losurdo s'effondre et tente à la fin de sauver sa carrière et de ménager la chèvre khrouchtchévienne et le loup trotskyste.

L'ultime mystification que Losurdo n'ose affronter - ni répudier - porte sur « La Grande Terreur », la répression et les goulags, si bien qu'en postface, ce goupillon qu'il s'était gardé pour la conclusion, il l'exhibe et en asperge ses lecteurs interloqués :

« (...) le conflit permanent et la répression ininterrompue qui caractérisent les années de gouvernement de Staline (...) Cette œuvre, y lit-on coûta des sacrifices inexprimables et fut menée avec une rigueur qui ne connut pas de pitié. La liberté, le respect de la personne, la tolérance, la charité furent de veines paroles et furent traitées comme des choses mortes (...) L'univers concentrationnaire atteint son apogée dans le sillage de la collectivisation forcée de l'agriculture et de la main de fer contre les

tendances bourgeoises et petites-bourgeoises des paysans, membres pour la plupart de « peuples sans histoire », pour employer le malheureux langage que Luxembourg déduit de Engels. » (3)

La question de la terreur révolutionnaire est une question politique de classe contrairement à ce que les « bobos » petits bourgeois humanisants voudraient laissés entendre. La seule question pertinente qui mérite d'être posée à propos de « La Grande Terreur » tant pour la Révolution française que pour la Révolution d'Octobre est « La Terreur de qui, contre qui ? ». S'il s'était posé la question le jésuite Losurdo aurait trouver comme réponse qu'en pays des soviets, encerclé et agressé par les puissances impérialistes, pendant l'édification du socialisme sous la direction de Staline, le centralisme démocratique du parti Bolchevique, parti hégémonique appliquant la dictature du prolétariat, « La Grande Terreur » dirigée par la classe ouvrière frappait les contres révolutionnaires Blancs, la classe des koulaks (propriétaires fonciers), la classe des capitalistes monopolistes et les autres fragments de la bourgeoisie en cours de désintégration. Domenico Losurdo aurait dû avoir le courage de présenter ce point de vue sur l'œuvre et les réalisations du Parti Communiste d'Union Soviétique dirigé par Staline.

Le rapport « secret » présenté par Nikita Khrouchtchev au XXe Congrès du Parti communiste d'Union Soviétique (février 1956) marqua le tournant historique de la légende noire contre Staline, l'amorce de la Sainte alliance entre trotskystes, impérialistes bourgeois et sociaux-impérialistes soviétiques, l'apothéose de ce salmigondis et le début de la dégénérescence révisionniste du PCUS. Tout ce qui survint au pays des soviets par la suite ne devrait jamais être associé au socialisme ni à Staline.

L'épilogue révisionniste est bien connu, l'URSS s'effondra et se démembra après plus de trente années d'errances social-impérialistes. Curieusement, jamais Domenico Losurdo ne mentionne ce fait historique dans son œuvre préférant discourir sur l'univers concentrationnaire des goulags, fait historique

indéniable qu'il ne replace jamais dans le contexte révolutionnaire soviétique de la dictature prolétarienne en phase d'édification de la nouvelle société socialiste sans exploitation de l'homme par l'homme, une société où les reliquats des classes exploiteuses devaient être mises dans l'impossibilité de nuire à la révolution en marche.

Un ouvrage intéressant que ce *Staline. Histoire et critique d'une légende noire*, à lire avec circonspection.

(1)Domenico Losurdo. Staline. Histoire et critique d'une légende noire. Les Éditions Aden. Bruxelles. 2009. 531 pages. Citation pages 475 et 489.

(2)Pages 45, 47, 381.

(3)Pages 482, 483 et 173.

RUBRIQUE «CLASSIQUES DU MARXISME-LÉNINISME»

STALINE : Le marxisme et la question nationale

L'article de Staline, intitulé *Le marxisme et la question nationale*, publié en 1913, expose la pensée marxiste sur la question nationale en se fondant sur l'expérience globale vécue par les mouvements nationaux jusqu'alors ; il représentait le point de départ de la résolution de la question nationale dans la révolution russe.

Les idées fondamentales contenues dans cet article peuvent être regroupées sous quatre titres :

1. *La définition de la nation*

Staline donne une définition de base de la nation et fait la démonstration de la méthode marxiste pour en arriver à une définition en examinant la question sous tous ses aspects ainsi que sous sa forme présente. Sa définition se lit comme suit : "la nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture... seule la présence de tous les indices pris ensemble nous donne une nation".

2. *Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien*

Staline démontre que la formation de nations et d'Etats nationaux indépendants a coïncidé avec le développement du capitalisme. La bourgeoisie a joué un rôle dirigeant dans la formation de nations et a imprimé un caractère bourgeois au mouvement national. (2)

Alors que les nations plus puissantes obtenaient leur indépendance nationale, d'autres n'avaient pas

poussé assez loin leur développement pour éviter de tomber sous la coupe de nations plus avancées. De là, l'émergence de l'oppression d'une nation par une autre.

Le nationalisme bourgeois a toujours fait montre d'un caractère d'exclusivisme, d'hostilité nationale et d'oppression nationale. Et, dans le contexte du capitalisme montant, la lutte nationale a nécessairement pris la forme d'une lutte entre différentes classes de la bourgeoisie nationale.

La classe ouvrière se bat contre toute oppression nationale et en faveur de l'autodétermination de toutes les nations, mais ne se laisse pas entraîner par le nationalisme bourgeois dans la voie de la solidarité avec sa bourgeoisie nationale et de l'inimitié entre nations.

3. *Pour l'autodétermination des nations et contre les tendances séparatistes*

Staline met l'accent sur le soutien de la classe ouvrière au droit de toute nation à l'autodétermination. Cela ne signifie pas, cependant, que la classe ouvrière appuie toute revendication nationale et toute institution nationale. Le droit à l'autodétermination est une chose ; le type de politique nationale qui sera adoptée dans les faits, quelles institutions nationales seront instaurées et si la nation se séparera d'une autre nation ou se réunifiera à elle en sont d'autres. Selon les circonstances, les revendications nationales particulières devront ou non être appuyées. La politique juste dans chaque cas peut être déterminée seulement sur la base de l'examen des conditions économiques, politiques et culturelles de la nation concernée.

Staline s'oppose vivement aux tendances nationalistes séparatistes au sein des organisations de la classe ouvrière. Dans des pays où un certain nombre de nationalités sont représentées au sein de la classe ouvrière, de telles tendances peuvent mener à la destruction de l'unité du mouvement ouvrier.

Par conséquent, déclare Staline, la classe ouvrière ne pouvait soutenir une revendication comme l'"autonomie culturelle nationale" parce que c'était une proposition artificielle qui sous-tendait des tendances nationalistes réactionnaires et divisait les travailleurs.

4. *Les conditions de la résolution du problème national*

Selon Staline, il y avait donc cinq conditions à la résolution du problème national :

1. Reconnaissance du droit de toutes les nations à l'autodétermination ;
2. Autonomie régionale pour les nationalités occupant leur propre territoire à l'intérieur d'un Etat multinational ;
3. Réalisation des conditions de la démocratie la plus complète ;
4. Egalité nationale, c'est-à-dire pas de privilèges pour aucune nation et pas de restrictions aux droits des minorités nationales ;
5. Organisations ouvrières unies et solidarité internationale au sein de la classe ouvrière. Ces derniers points furent expliqués et développés ultérieurement par Staline dans son *Rapport sur la question nationale* à la 7e conférence du Parti en avril 1917

Tripoli bombardé ne faiblit pas

Thierry Meyssan RÉSEAU VOLTAIRE || 27 JUIN 2011

Un groupe international d'enquêteurs du Réseau Voltaire est actuellement en Libye. Il a pu se rendre sur des lieux de bombardements. Disposant de la confiance des autorités libyennes, il a pu rencontrer quelques uns des dirigeants politiques et sécuritaires malgré les conditions de guerre. Leur constat est diamétralement opposé aux images véhiculées par la presse occidentale. Thierry Meyssan livre leurs premières observations

Au centième jour de bombardement de la Libye, l'OTAN annonce l'imminence de son succès. Cependant, les buts de guerre n'étant pas clairement précisés, on ignore en quoi consistera ce succès. Simultanément, la Cour pénale internationale annonce la mise en accusation du Guide Mouammar Kadhafi, de son fils Saif al-Islam et du chef des services de renseignement intérieur, Abdallah al-Senoussi, pour « crimes contre l'humanité ».

Si l'on se rapporte à la résolution 1973 du Conseil de sécurité, la Coalition des États volontaires vise à établir une zone d'exclusion aérienne afin d'empêcher les troupes du tyran de tuer son propre peuple. Cependant, les informations initiales selon lesquelles l'armée de l'air libyenne a bombardé des villes qui s'étaient soulevées contre le pouvoir de Tripoli ne sont toujours pas corroborées, bien qu'elles soient considérées comme fiables par la Cour pénale internationale. Quoi qu'il en soit, les

actions de l'OTAN ont très largement dépassé l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne pour se transformer en une destruction systématique des forces armées nationales, air, terre et mer.

Les objectifs de l'OTAN sont probablement autres. Les leaders de l'Alliance ont ainsi évoqué de nombreuses fois le renversement du « régime » de Mouammar Kadhafi, voire l'élimination physique du « frère Guide ». Les médias occidentaux évoquent des « défections massives » des cadres de Tripoli et leur ralliement à la cause des insurgés de Benghazi, mais ils ne parviennent pas à citer de noms, sinon ceux d'hommes politiques connus de longue date pour être favorables au rapprochement avec Washington, tel l'ex-ministre des Affaires étrangères Moussa Koussa.

L'opinion publique internationale est massivement désinformée. Washington a fait couper les

retransmissions de la télévision libyenne sur le satellite ArabSat, dont la Jamahiriya est pourtant actionnaire. Le département d'État ne devrait plus être long à faire de même avec NileSat.

En violation de ses engagements internationaux, Washington a refusé un visa au nouveau représentant libyen à l'ONU. Il ne peut venir à New York exposer son point de vue, tandis que son prédécesseur, rallié au CNT continue à occuper son siège.

La voix de Tripoli étant étouffée, il est possible de répandre n'importe quel mensonge sans crainte d'être contredit.

Rien d'étonnant donc à ce que vus de Tripoli, d'où cet article est écrit, les communiqués de l'OTAN et les injonctions de la Cour pénale internationale paraissent irréels. L'Ouest de la Libye est paisible. À des moments aléatoires, les sirènes annoncent l'arrivée des bombardiers ou des missiles. Suivie immédiatement des explosions qu'ils provoquent. Il est inutile de courir aux abris, d'une part parce que le temps est trop court et d'autre part, parce qu'il n'y a guère d'abris.

Les bombardements sont ciblés avec une extrême précision. Les munitions guidées touchent les bâtiments visés, et dans ces bâtiments, les pièces visées. Toutefois, l'OTAN perd le contrôle en vol d'environ un missile guidé sur dix. Celui-là tombe à l'aveuglette. N'importe où dans la ville, semant la mort au hasard.

Si une partie des cibles de l'OTAN sont « militaires » : casernes et bases ; la plupart sont « stratégiques », c'est-à-dire économiques. Par exemple, l'Alliance a bombardé l'imprimerie de la Monnaie libyenne, une administration civile chargée de fabriquer les dinars. Ou encore, ses commandos ont saboté des usines qui faisaient concurrence à celles de membres de la Coalition. D'autres cibles sont dites « psychologiques ». Il s'agit de toucher dans leur chair les dirigeants politiques et sécuritaires en massacrant leurs familles. Les missiles sont alors pointés sur les habitations privées, et plus précisément sur les chambres à coucher des enfants des dirigeants.

L'ambiance dans la capitale et sur la côte est lourde. Mais la population reste soudée. Les Libyens soulignent qu'aucun de leurs problèmes intérieurs ne

justifie le recours à la guerre. Ils évoquent des revendications sociales et des questions régionales, comme il en existe dans les États européens, mais rien qui doive conduire à déchirer les familles comme on est en train de le faire en imposant une partition du pays.

Face à l'OTAN, des dizaines de milliers de bourgeois aisés ont plié bagage et sont allés se réfugier dans les pays limitrophes, notamment en Tunisie, laissant aux pauvres le soin de défendre la patrie qui les a enrichis. De nombreux commerces sont fermés sans que l'on sache s'ils doivent faire face à des difficultés d'approvisionnement ou si leurs propriétaires ont fui.

Comme en Syrie, la plupart des opposants politiques font bloc derrière le gouvernement pour protéger l'intégrité du pays face à l'agression étrangère. Pourtant, certains Libyens, anonymes et invisibles, renseignent l'OTAN pour localiser ses cibles. Jadis leurs parents accueillaient les armées coloniales italiennes, aujourd'hui ils scandent avec leurs homologues de Benghazi : « 1, 2, 3, Sarkozy arrive !

».

Chaque peuple a ses traîtres et ses collabos.

Les exactions commises par les mercenaires du prince Bandar en Cyrénaïque ont terminé de convaincre bien des hésitants. La télévision montre en boucle les œuvres des leaders d'Al Qaida en Libye, dont certains ont été libérés directement de Guantanamo pour combattre aux côtés des États-Unis. Des images insoutenables de lynchage et de mutilations dans des villes érigées en Émirats islamistes, à la mode afghane ou irakienne, par des individus deshumanisés par les tortures qu'ils ont subies et excités par des drogues puissantes. Il n'est pas nécessaire d'être un vieux partisan de la Révolution de Kadhafi pour la soutenir aujourd'hui face aux horreurs auxquels se livrent les jihadistes dans les « zones libérées » par l'Alliance [1].

Rien, nulle part, à l'Ouest n'évoque une révolte ou une guerre civile. Pas de barricades, ni de blindés dans les rues. Sur toutes les routes, les autorités ont installé des checks points tous les deux kilomètres. Les automobilistes patientent sagement, eux-mêmes attentifs à découvrir les éléments infiltrés par l'OTAN.

Le colonel Kadhafi arme la population. Près de deux millions de fusils mitrailleurs ont déjà été remis aux civils. L'objectif est que chaque adulte, homme ou femme, puisse défendre sa maison. Les Libyens ont retenu la leçon irakienne. Saddam Hussein avait assis son autorité sur le Baas et l'armée, excluant son peuple de la vie politique. Lorsque le parti fut décapité et que quelques généraux firent défection, l'État s'effondra soudainement laissant le pays sans résistance et plongé dans le chaos. La Libye, elle, est organisée selon un système original de démocratie participative, comparable aux assemblées du Vermont. Les gens sont habitués à être consultés et responsabilisés. Ils sont donc mobilisables en masse.

De manière inattendue, les femmes sont plus déterminées que les hommes à porter les armes. Cela traduit l'accroissement ces dernières années de la participation féminine aux assemblées populaires. Cela reflète peut-être aussi la nonchalance qui s'était emparée des cadres de cet État socialiste à haut niveau de vie.

Chacun a conscience que tout se jouera lorsque les troupes terrestres de l'OTAN débarqueront, si elles osent le faire. La stratégie de défense est donc entièrement conçue pour dissuader un tel débarquement en mobilisant la population. Ici les soldats français, britanniques et US ne seront pas accueillies en libérateurs, mais en envahisseurs coloniaux. Ils devront affronter d'interminables combats urbains. Les Libyens s'interrogent sur les mobiles exacts de l'OTAN. Je suis surpris de constater que c'est souvent en lisant les articles du Réseau Voltaire, traduits et repris par de nombreux sites Internet et certains journaux imprimés, qu'ils ont été informés des vrais enjeux. Il y a ici, comme partout d'ailleurs, un déficit d'information sur les relations internationales. Les gens connaissent et s'enorgueillissent des initiatives et des réalisations du gouvernement pour l'Unité africaine ou pour le Développement du Tiers-monde, mais ils ignorent bien des aspects de la politique internationale et sous-estiment la capacité de destruction de l'Empire. La guerre semble toujours lointaine jusqu'à ce que le prédateur ne vous choisisse comme proie. Quel est donc ce succès que l'OTAN annonce imminent ? Pour le moment, le pays est coupé en deux. La Cyrénaïque a été proclamée République indépendante, bien qu'on s'y prépare à restaurer la monarchie, et a été reconnue par plusieurs États, à

commencer par la France. Cette nouvelle entité est gouvernée de facto par l'OTAN, mais officiellement par un mystérieux Conseil national de transition, jamais élu, et dont les membres —s'ils existent— sont secrets pour ne pas avoir à répondre de leurs actes. Une partie des avoirs libyens a été gelée et est aujourd'hui gérée pour leur plus grand profit par les gouvernements occidentaux. Une partie de la production pétrolière est commercialisée à des conditions défiant toute concurrence aux compagnies occidentales qui se goinfrent. C'est peut-être cela le succès : le pillage colonial. En lançant des mandats d'arrêts internationaux contre Mouammar Kadhafi, son fils et le chef des services de renseignement intérieur, la Cour pénale internationale cherche à exercer une pression sur les diplomates libyens pour les contraindre à démissionner. Chacun est menacé, en cas de chute de la Jamahiriya, d'être poursuivi pour « complicité de crime contre l'humanité ». Ceux qui démissionnent laisseront une place vacante derrière eux, sans possibilité d'être remplacés. Les mandats d'arrêts ressortent donc d'une politique d'isolement du pays.

La Cour fait aussi de la communication de guerre. Elle qualifie Saïf al-Islam de « Premier ministre de facto », ce qu'il n'est sûrement pas, mais qui donne l'impression d'un régime familial. On retrouve là le principe d'inversion des valeurs typique de la propagande US. Alors que les insurgés de Benghazi brandissent le drapeau de la monarchie Senoussi et que le prétendant au trône s'impatiente à Londres, c'est la démocratie participative qui est présentée en régime dynastique.

À l'issue de ces cent premiers jours de conflit, les communiqués de l'OTAN masquent mal la déception. Les Libyens ne se sont pas soulevés contre le « régime », hormis en Cyrénaïque. Aucune solution militaire n'est en vue. Le seul moyen pour l'Alliance atlantique de sortir la tête haute à moindre frais est de se contenter de la partition du pays. Benghazi deviendrait alors l'équivalent de Camp Bondsteel, la méga-base militaire US en Europe, ayant accédé au statut d'État indépendant sous le nom de Kosovo. La Cyrénaïque serait la base qui manquait à l'Africom pour contrôler le continent noir.

COMPRENDRE LES CAUSES ET LES CONSEQUENCES DES CRISES ECONOMIQUES

IMPÉRIALISME ET ANTI-IMPÉRIALISME Description : Malgré la prétendue « fin du communisme » claironnée par la bourgeoisie occidentale lors de l'éclatement de l'URSS social-impérialiste, le monde bourgeois craque toujours sous le poids de ses propres contradictions : l'impérialisme chinois pousse vers l'abîme l'économie de ses concurrents, sur le plan commercial et financier. Il remonte un nombre croissant de filières, y compris celles de hautes technologies qui ont longtemps assuré la domination économique des vieux pays impérialistes sur les pays semi-coloniaux transformés en pays ateliers et modifie le rapport de forces inter-impérialistes, avec de lourdes conséquences sur le tissu socio-économique des pays en déclin dont les élites (conscientes qu'à situation désespérée, moyens désespérés) partent en guerre contre le niveau de vie des travailleurs (flexibilité, retraites, éducation, sécurité sociale) et préparent déjà (en coulisses) un repartage militaire des pays dépendants que la Chine attire irrésistiblement à elle. Livre publié en mai 2007.

CRISE DU SYSTÈME IMPÉRIALISTE MONDIAL: Description : Il y a deux ans, dans notre livre Impérialisme et anti-impérialisme, nous avons démontré que l'essor de l'impérialisme chinois et le déclin de ses principaux concurrents amèneraient des bouleversements économiques majeurs qui prendraient la forme de véritables « séismes ». La crise économique actuelle est l'un de ces séismes. Si cette crise est bien mondiale, et frappe de plein fouet l'économie de l'ensemble des pays bourgeois, impérialistes comme dépendants, elle ne les menace cependant pas tous à un degré égal. Ainsi, en Chine, la bourgeoisie n'hésite pas à affirmer que « la crise c'est à la fois un danger, mais aussi une opportunité ». Ce livre explique en quoi réside ce double caractère et sur quoi la crise va déboucher dans les pays impérialistes en déclin dans un avenir proche. Livre publié en juillet 2009.

LE RÉVEIL DU DRAGON; Description : L'an dernier, dans notre livre « Crise du système impérialiste mondial. La décomposition finale de "l'industrie de bazar" et la naissance d'un nouvel ordre impérialiste», nous avons souligné le caractère structurel de la crise actuelle, ainsi que le différentiel croissant entre l'impérialisme chinois et ses plus puissants concurrents. Nous avons également souligné que les résultats du plan de relance chinois contrasteraient nettement avec ceux de ses concurrents. Nous avons enfin souligné l'inéluctabilité de l'aggravation du déficit des Etats bourgeois qui seraient en définitive forcés de faire retomber le poids de la crise salarié. Les derniers mois ont confirmé toutes ces anticipations, comme l'illustre ce livre qui fait le point chinois et ses implications actuelles et futures. Livre publié en 2010.

Prix:Version papier pour chacun des trois livres:\$ 20,00 Frais de port Le réveil du dragon : \$ 8,00

Impérialisme et anti-impérialisme: Crise du système impérialiste mondial:\$ 3,75

